

RAPPORT DNACG 2017



ÉCONOMIE DU VOLLEY-BALL PROFESSIONNEL
COMPTES DES CLUBS PROFESSIONNELS
SAISON 2015/2016

FONDEMENTS ET MISSIONS DE LA DNACG

La Direction Nationale d'Aide et de Contrôle de Gestion (DNACG) est un organisme indépendant en charge du contrôle de la gestion administrative, juridique et financière des clubs participant aux championnats de Volley-Ball professionnels et fédéraux.

Le contrôle des clubs de Ligue AM, BM et AF est effectué par la Commission d'Aide et de Contrôle des Clubs Professionnels (CACCP), une commission de la DNACG.

Le pouvoir de la DNACG résulte de l'article L. 132-2 du Code du sport qui énonce que « les fédérations qui ont constitué une ligue professionnelle créent un organisme, doté d'un pouvoir d'appréciation indépendant, assurant le contrôle administratif, juridique et financier des associations et sociétés sportives participant aux compétitions qu'elles organisent. Cet organisme a pour objectif d'assurer la pérennité des associations et sociétés sportives, de favoriser le respect de l'équité sportive et de contribuer à la régulation économique des compétitions. »

Le rôle de la DNACG est donc de veiller au respect des règles comptables, fiscales et sociales en vigueur afin d'assurer l'équité des compétitions et la pérennité des structures évoluant au sein des compétitions fédérales et professionnelles. A ce titre, elle exerce une mission de contrôle, de recommandation et de sanction auprès des associations et sociétés sportives qui participent à ces compétitions.

La CACCP fait une analyse à partir de données juridiques, comptables, historiques et prévisionnelles fournies par les clubs. Elle vérifie, notamment, que les prévisions ou engagements de charges réalisés par les clubs n'excèdent pas leurs capacités financières.

La CACCP, dans ses échanges avec les clubs, peut les alerter sur l'importance qu'il y a de se doter de systèmes comptables et de contrôles internes efficaces, d'un contrôle de gestion adapté au secteur d'activité et d'un processus structuré de prévision. Dans cette optique, la DNACG exige que les documents transmis par les clubs soient contrôlés par des commissaires aux comptes ou des experts comptables.

Les dirigeants des clubs sont responsables des informations communiquées à la CACCP. Celles-ci doivent être loyales et sincères. La CACCP a pour mission de vérifier la fiabilité des comptes ; toutefois, elle ne devra ni ne pourra se substituer aux organes extérieurs compétents ou légalement désignés pour les certifier ou les attester.

Le détail du fonctionnement de la CACCP et de l'ensemble des moyens dont elle dispose pour faire appliquer ses décisions figure à l'article 2 de l'annexe 2 du règlement de la DNACG. Les sanctions pouvant être prononcées par cette instance sont répertoriées quant à elles au Chapitre 3 de la même annexe.

ETUDE GLOBALE LNV

Préambule

Avant toute analyse et affirmation péremptoire sur tel ratio ou évolution, il nous est apparu nécessaire de rédiger ce préambule. En effet, il n'est de comparaison objective sans compréhension des mouvements intervenus dans les périmètres des différents championnats.

Rappelons les précisions que nous apportions dans le cadre de l'analyse de la saison 14/15 :

« ... , il convient dans un premier temps, de garder à l'esprit que l'étude globale (14/15) et celle de la LAF (14/15) se trouvent amputées des éléments financiers relatifs aux clubs de Vannes (perte estimée de 178 k€ et passif de 218 k€ soit 36 % du budget) et du Hainaut (Excédent estimés de 102 k€ passif de 98 k€ soit 13 % du budget). Ces clubs ont déposé le bilan avant la fin de l'exercice (Vannes était toutefois déjà relégué sportivement) et n'ont pas produit de comptes définitifs.

L'intégration de ces données impacterait le résultat (14/15) LNV de - 74 k€ et le passif de 317 k€... Le constat global hors ces deux clubs étant un déficit de - 99 k€ et un passif net de 181 k€, cela relativise clairement la performance financière de notre sport préféré. »

Et les évènements ayant lourdement impactés le début de la saison 15/16, mais déjà identifiés à l'intersaison 14/15 - 15/16 et repris dans le cadre du rapport 14/15 :

« A ces rappels essentiels, il faut ajouter dans un deuxième temps, la situation exceptionnelle de la LBM qui, avant l'ouverture de la saison 15/16 et au-delà de l'accession de Poitiers en LAM, a perdu quatre de ses clubs (Harnes - relégué sportivement, Alès, Avignon et Orange - refus de maintien ou de repêchage pour un motif financier). Et ce, sans qu'il soit possible de compléter l'effectif LBM par des clubs issus de la DEM fédérale, ceux-ci se voyant refuser l'accession pour motifs financiers ! Précisons que les quatre clubs de LBM totalisaient 514 k€ de passif net (soit, Alès excepté, des passifs pesant de 14 % à 46 % des budgets...).

Le double effet de ces évènements a donc eu un impact désastreux sur l'organisation du championnat de LBM 15/16.

S'il fallait rechercher du positif dans tout cela, on pourrait se rassurer en espérant que la situation financière de ce championnat devrait s'en trouver significativement assainie, mais à quel prix... »

En complément de ces informations, il faut encore préciser que cela a eu pour conséquence de limiter le championnat de LBM à 8 clubs seulement, avec des conséquences désastreuses sur l'attrait sportif de cette division.

Enfin, toujours concernant la LBM, signalons la disparition du secteur professionnel du club d'Asnières à l'issue de la saison 15/16 sur décision du club. Celle-ci faisait suite à l'annonce par la Municipalité de l'arrêt de son soutien à l'ensemble de ses clubs à statut professionnel. L'Asnières Volley 92 a donc demandé à être rétrogradé en division fédérale pour la saison 16/17.

Vous voilà informés, bonne lecture...

1. Une situation financière globale (enfin) assainie

C'est LE point majeur que l'on doit retenir au-delà d'une rigueur imposée et du prix payé en termes de périmètre ou de « brassage » des clubs accédant/relégué (cf préambule).

Enfin, après cinq années d'évolutions contrastées, on peut faire le constat que globalement les championnats professionnels de la LNV présentent une situation financière positive de 338 k€. Alors que l'on observait une progression constante des budgets depuis 5 ans, la CACCP espérait logiquement (et pour la première fois depuis la saison 2007/2008) le retour à des fonds propres équilibrés. Cependant, l'exercice 2014/2015 a refroidi considérablement les espoirs de la Commission avec un réel fléchissement du poids économique de la LNV (au-delà des aspects de périmètre).

C'est donc une très bonne nouvelle que de constater le retour d'une situation nette moyenne équilibrée (+12 K€). Toutefois, ce constat semble plutôt issu du brassage des clubs et de l'assainissement financier des championnats. En effet, le résultat courant ET le résultat net moyen des clubs demeurent déficitaires (-2 K€ et - 4 k€) sur la saison 15/16, ce rétablissement ne vient donc pas d'un retournement par les résultats. Néanmoins, sur un budget supérieur au million d'euros, le niveau moyen des déficits n'a rien d'alarmant.

Enfin, la progression économique des clubs repart de plus belle. L'évolution des budgets est non seulement en nette hausse (+ 92 K€) par rapport à la saison n-1, mais également par rapport à la saison n-2 (+6 K€).

Prochain objectif : consolider des fonds propres positifs, afin d'obtenir des marges de manœuvre et parer à de possibles dérapages financiers, sans remettre en cause son équilibre budgétaire.

 : Moyenne la plus élevée sur les 5 dernières années.

LNV (33 clubs*) Exercice 2015/2016	TOTAL		MOYENNE 15/16	MOYENNE 14/15	MOYENNE 13/14	MOYENNE 12/13	MOYENNE 11/12
	Montant	% produits					
			33 clubs	38 clubs	39 clubs	40 clubs	40 clubs
RECETTES SPECTATEURS	1 052 712	3%	31 900	23 817	26 771	22 820	19 519
SUBVENTIONS	22 934 704	64%	694 991	658 047	698 922	676 308	668 253
Municipalité	13 713 384	60%	415 557	397 547	421 987	397 069	397 263
Intercommunalité	3 362 020	15%	101 879	91 492	93 087	89 695	81 811
Conseil départemental	3 029 013	13%	91 788	91 425	98 948	99 725	96 101
Conseil régional	2 292 803	10%	69 479	64 375	70 654	76 971	79 253
Autres	537 484	2%	16 287	13 265	11 937	12 847	13 800
PARTENARIAT	9 668 562	27%	292 987	254 239	285 811	272 591	245 183
AUTRES PRODUITS	2 519 846	7%	76 359	60 480	70 987	57 665	54 896
TOTAL PRODUITS	35 909 721		1 088 173	996 583	1 082 405	1 029 385	987 818
CHARGES DE PERSONNEL	23 219 294	65%	703 615	643 959	672 829	648 063	622 619
Salaires collectif professionnel	10 261 007	44%	310 940	295 593	307 760	295 868	345 150
Salaires autres contrats de travail	2 787 308	12%	84 464	66 499	67 581	63 564	
Cotisations	4 931 181	21%	149 430	139 924	142 448	143 290	135 370
Autres charges directes	4 645 048	20%	140 759	140 251	151 480	145 342	142 100
DEPLACEMENTS	3 251 191	9%	98 521	89 951	99 410	91 137	90 621
AUTRES CHARGES	9 821 231	27%	297 613	266 375	307 668	285 688	272 479
TOTAL CHARGES	35 979 882		1 090 299	1 000 349	1 080 435	1 024 888	985 720
RESULTAT COURANT	-70 166	0%	-2 126	-3 767	1 986	4 496	2 103
Produits exceptionnels	525 099		15 912	16 087	5 379	14 926	14 359
Charges exceptionnelles	569 022		17 243	15 448	21 946	17 931	14 204
Impôt sur les bénéfices (IS)	917		28	-721	-1 370	113	296
RESULTAT NET	-142 700	0%	-4 324	-2 476	-13 212	1 378	1 856
SITUATION NETTE	388 468	1%	11 772	-4 525	-3 414	-5 769	-1 479

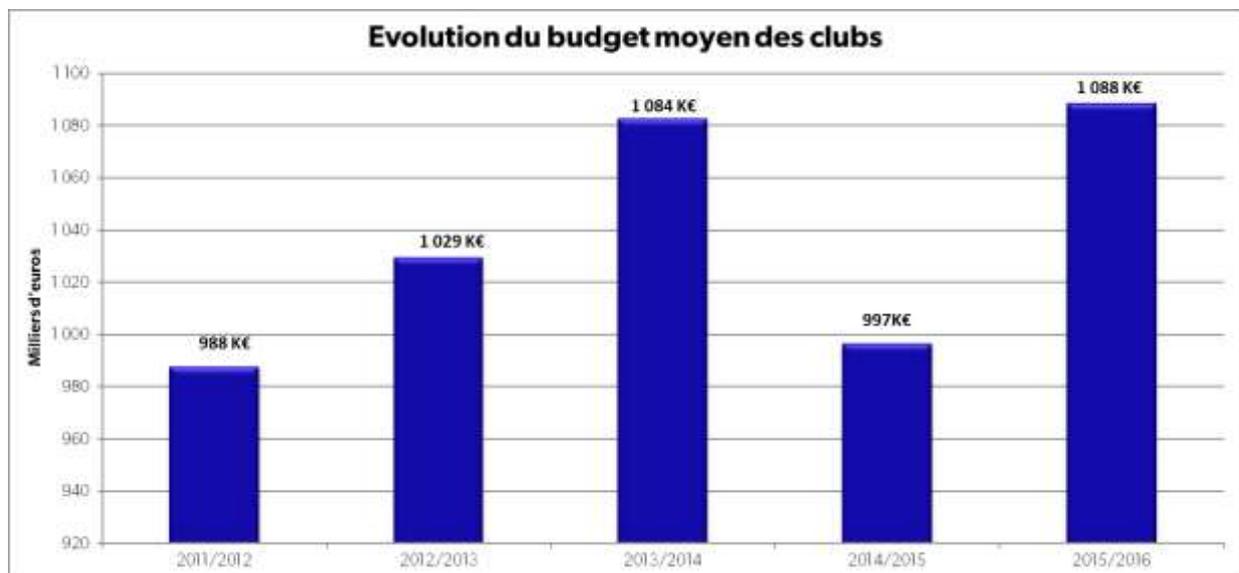
*Le club d'Asnières n'a pas communiqué son bilan définitif à la suite de sa rétrogradation administrative

2. Retour à la croissance pour les budgets ?

La croissance continue des budgets depuis cinq ans (+17,1 % et 158 K€) avait été brutalement stoppée la saison dernière. Avec une baisse de 8 % (- 87 k€) impactant l'ensemble des chapitres budgétaires, une aggravation de 32 % du passif et le retour à un budget moyen sous la barre du million d'euros, la situation pouvait inquiéter et méritait que l'on y porte attention.

L'exercice 15/16 marque un retour (encourageant) au niveau budgétaire de 2013/2014, mais avec une différence notable : le passif observé à l'époque s'est mué (enfin) en des fonds propres, certes encore embryonnaires, mais qu'il convient de saluer !

Restons néanmoins prudent. La saison 14/15 nous a lancé un avertissement sans frais et rappelé qu'il convenait de rester vigilant. Le modèle économique du volley professionnel reste empreint de fragilité avec une dépendance marquée vis à vis des fonds publics.

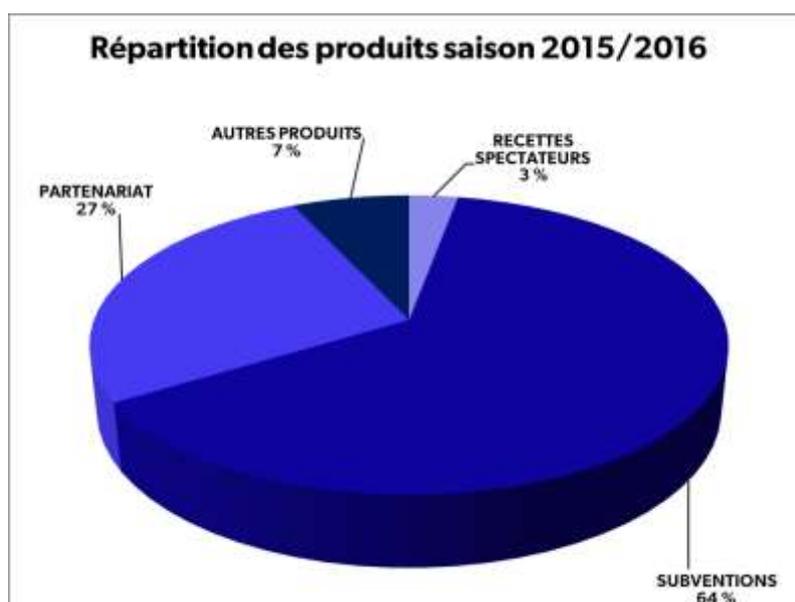
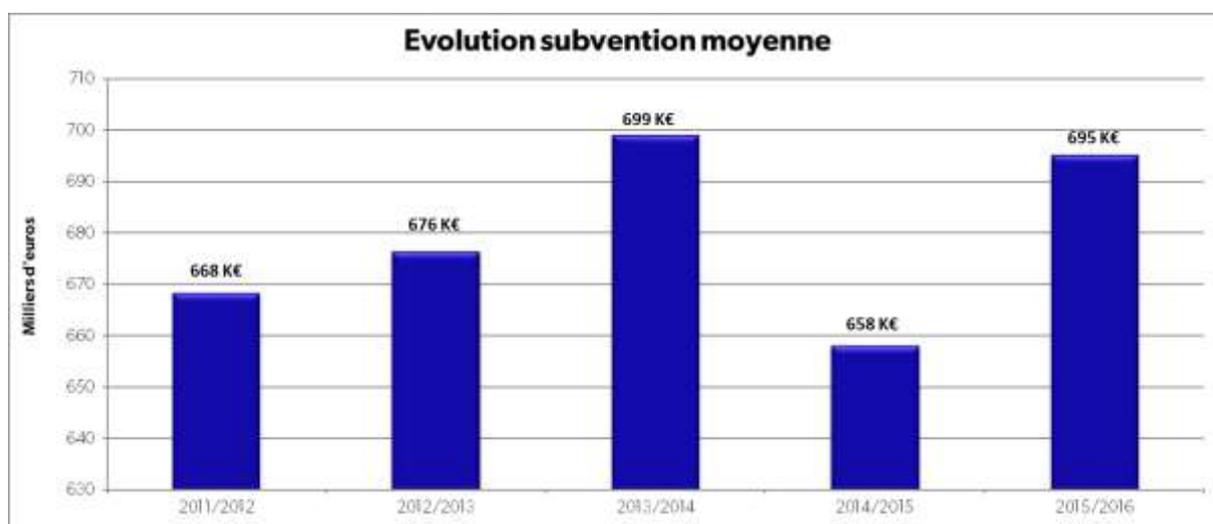


3. Des subventions qui repartent à la hausse ou qui se stabilisent...

LNV (33 clubs*)	TOTAL		MOYENNE 15/16	MOYENNE 14/15	MOYENNE 13/14	MOYENNE 12/13	MOYENNE 11/12
	Exercice 2015/2016	Montant					
SUBVENTIONS	22 934 704	64%	694 991	658 047	698 922	676 308	668 253
Municipalité	13 713 384	60%	415 557	397 547	421 987	397 069	397 263
Intercommunalité	3 362 020	15%	101 879	91 492	93 087	89 695	81 811
Conseil départemental	3 029 013	13%	91 788	91 425	98 948	99 725	96 101
Conseil régional	2 292 803	10%	69 479	64 375	70 654	76 971	79 253
Autres	537 484	2%	16 287	13 265	11 937	12 847	13 800

Les aides publiques représentent 64 % du budget des clubs professionnels de volley-ball. Il n'est donc pas étonnant que leur structure budgétaire soit influencée par l'évolution de leur principal soutien...qui cependant, peine à retrouver son niveau de N-2, malgré une croissance de +5,6% sur la saison (+37 K€).

Ce constat s'applique notamment aux municipalités et aux structures intercommunales, alors que l'inquiétude pointe quant au financement du volley par les régions et plus encore par les départements : Ces collectivités, qui ont complètement dévié la saison dernière (- 7,5 % et - 8,9 %), ne semblent pas disposées (ou en mesure) à maintenir leurs concours.



4. Les sponsors répondent présents !

LNV (33 clubs*)	TOTAL		MOYENNE 15/16	MOYENNE 14/15	MOYENNE 13/14	MOYENNE 12/13	MOYENNE 11/12	
	Exercice 2015/2016	Montant						% produits
PARTENARIAT		9 668 562	27%	292 987	254 239	285 811	272 591	245 183

Le seuil moyen des 300 K€ (qui ne peut qu'être considéré comme une étape) devient un objectif accessible, peut-être dès la saison suivante ? Le coup de frein observé la saison passée est plus que gommé. Le partenariat (associé au mécénat) a repris sa marche en avant et dépasse de 2,4 % le score obtenu en 2013/2014 ; Force est donc de constater que les efforts des acteurs du Volley professionnel ne sont pas vains.

Dans un contexte économique de plus en plus délicat pour les collectivités, le rôle du partenariat va devenir prépondérant. Il semble en effet difficile d'espérer une synergie Collectivités / Sponsors pour booster les budgets. Sans le soutien et la reconnaissance des entreprises, faisant du volley un support grandissant de leur communication, il sera complexe d'espérer une croissance budgétaire significative. Donc même si le poids relatif (27 %) reste trop faible et trop stable, soulignons cependant la qualité de ce soutien indispensable.

Il s'agit sans doute là d'une des clés du développement économique du volley-ball... qui ne se conçoit qu'avec une évolution de son attractivité (via ses équipes nationales et le parcours européen de ses clubs) dopant les synergies économiques et l'impact médiatique.



5. Des charges qui suivent la croissance des produits (sans trop la précéder...)

LNV (33 clubs*) Exercice 2015/2016	TOTAL		MOYENNE 15/16	MOYENNE 14/15	MOYENNE 13/14	MOYENNE 12/13	MOYENNE 11/12
	Montant	% produits					
CHARGES DE PERSONNEL	23 219 294	65%	703 615	643 959	672 829	648 063	622 619
Salaires collectif professionnel	10 261 007	44%	310 940	295 593	307 760	295 868	345 150
Salaires autres contrats de travail	2 787 308	12%	84 464	66 499	67 581	63 564	
Cotisations	4 931 181	21%	149 430	139 924	142 448	143 290	135 370
Autres charges directes	4 645 048	20%	140 759	140 251	151 480	145 342	142 100
DEPLACEMENTS	3 251 191	9%	98 521	89 951	99 410	91 137	90 621
AUTRES CHARGES	9 821 231	27%	297 613	266 375	307 668	285 688	272 479
TOTAL CHARGES	35 979 882		1 090 299	1 000 349	1 080 435	1 024 888	985 720

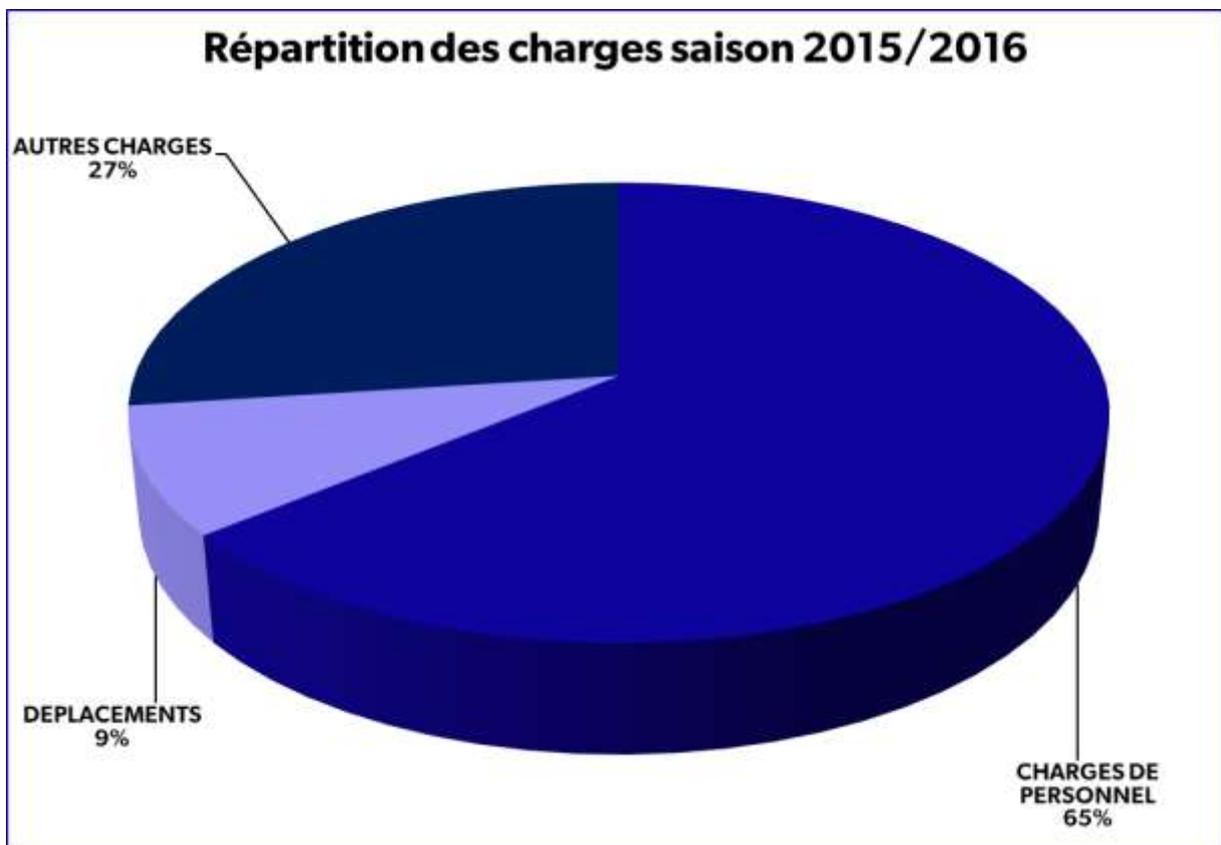
La corrélation avec l'évolution des produits est évidente... une fois les états financiers définitifs obtenus. Mais l'effort d'adéquation des charges aux produits, salué la saison dernière (bien qu'insuffisant), ne s'est pas confirmé.

Rappelons que depuis quelques exercices, le résultat exceptionnel couvrait opportunément le manque de résultat courant. En 2015/2016, les charges exceptionnelles surpassent les produits aggravant le déficit courant observé.

Cette analyse confirme les alertes répétées de la Commission sur la nécessité d'obtenir un résultat d'exploitation équilibré. Les produits exceptionnels étant aléatoires, leur contribution au résultat sous-entend un manque de maîtrise des charges et/ou un excès d'optimisme des produits.

La masse salariale reste le poste clé des dépenses dont le poids relatif augmente (65 % contre 64 % en 14/15 et 62% en 13/14).

Notons qu'en 15/16 les coûts de structure s'envolent (+ 12 %) ... sans retrouver leur niveau de 13/14 (307 k€), après avoir connue la chute la plus marquée des charges en 14/15 (-13,4 %).





LAM

LIGUE A MASCULINE

VOLLEY

1. Une situation financière qui demeure équilibrée

Le rapport DNACG 2015 (saison 2013/2014) avait mis en lumière le retour à une croissance des budgets de LAM dont la moyenne atteignait 1.477 K€ après une stagnation de 3 ans aux alentours de 1.413 K€. L'embellie ne fut que passagère et la saison 2014/2015 ramenait les budgets à leur niveau antérieur (1.412 K€ et - 4,4 %). La saison 15/16 marque un spectaculaire décrochement avec un recul de 5 % à 1 340 K€ (-72k€). Il faut revenir à la saison 09/10 (!!) pour retrouver un niveau de budget inférieur (1.278 k€).

Toutefois, cette réduction des budgets s'est réalisée en préservant la situation nette globale qui, bien qu'assez symbolique, demeure toujours positive depuis cinq saisons (atteignant en moyenne 21 K€ cette année, soit 1,5% du budget). Quatre clubs présentent un passif net (dont deux très léger) pour un total de 455 k€ (un seul dépasse 10 % du budget à -316 k€) et trois clubs disposent de fonds propres largement supérieur à 10 % de leur budget (pour un total de 526 k€). Notons que le « brassage » des clubs (accession / relégation) a eu une influence particulièrement positive, puisque la situation nette au départ de cette saison s'est appréciée en moyenne de 5k€ en 14/15 à 22 k€ en 15/16.

Le résultat courant reste positif (+7 K€) mais encore une fois, le résultat exceptionnel (-8 K€) vient annuler cette performance, et le résultat net ressort ainsi à -1 k€.

Notons qu'avec 2 578 K€, Tours VB possède le budget le plus important du championnat et Nancy ferme la marche à 772 k€.

Ligue A Masculine (14 clubs)	Total		Moyenne 15/16	Moyenne 14/15	Moyenne 13/14	Moyenne 12/13	Moyenne 11/12
	Montant	% total					
DETAIL DES PRODUITS							
Recettes spectateurs	823 628	4%	58 831	48 751	56 908	51 450	41 421
Subventions	11 253 391	60%	803 814	891 965	892 140	904 130	886 148
Mairie	6 600 217	59%	471 444	529 071	564 749	547 194	557 383
Intercommunalité	1 556 620	14%	111 187	128 286	111 444	128 143	131 419
Conseil Général	1 572 546	14%	112 325	117 122	121 392	122 711	89 644
Conseil Régional	1 125 035	10%	80 360	92 255	80 664	93 648	91 501
Autres	398 973	4%	28 498	25 392	13 891	12 434	16 201
Partenariats	5 671 914	30%	405 137	397 572	442 858	399 891	426 686
Partenaires privés (TVA)	2 893 663	51%	206 690	199 664	246 458	244 065	298 042
Mécénat (sans TVA)	942 814	17%	67 344	53 549	61 698	55 519	59 141
Echanges marchandises ou prestations	794 651	14%	56 761	51 833	61 526	42 293	
Partenaires publics	1 040 785	18%	74 342	92 526	73 183	58 014	69 504
Autres produits	1 277 403	7%	91 243	73 667	84 933	57 710	59 440
TOTAL PRODUITS	18 760 240		1 340 017	1 411 957	1 476 846	1 413 181	1 413 696
DETAIL DES CHARGES							
Charges de personnel	11 677 700	62%	834 121	875 008	883 914	849 629	836 888
Salaires collectif professionnel	5 138 774	44%	367 055	390 542	402 473	394 513	467 905
Salaires autres contrats de travail	1 466 896	13%	104 778	107 430	82 879	80 825	
Cotisations	2 524 317	22%	180 308	197 825	193 709	198 659	189 982
Autres charges directes	1 952 964	17%	139 497	179 210	204 854	175 631	179 001
Agents	160 304		11 450	11 986	15 506		12 704
Frais de transfert & Indemn. Formation	471 702		33 693	38 746	44 186		40 412
Remboursements kilométriques	382 818		27 344	24 611	29 058		28 391
Frais de déménagement, blanchissage, repas, vac kiné méd	193 076		13 791	27 394	34 091		26 371
Déplacements	1 699 772	9%	121 412	117 744	126 391	111 424	122 525
Autres charges	5 587 937	30%	399 138	391 149	455 754	420 372	438 375
Services extérieurs (comptes 61)	824 826	15%	58 916	57 863	68 640	59 989	247 883
Autres services extérieurs (comptes 62)	3 386 625	61%	241 902	224 778	262 957	235 199	
Impôts et taxes (dont Taxes sur les salaires)	283 053	5%	20 218	25 650	34 401	33 711	34 265
TOTAL CHARGES	18 665 571	99%	1 333 255	1 383 900	1 466 060	1 381 425	1 397 788
RESULTAT COURANT	94 669	1%	6 762	28 056	10 786	31 756	15 907
Produits exceptionnels (préciser la nature)	96 206		6 872	2 620	6 996	16 684	18 316
Charges exceptionnelles (préciser la nature)	209 919		14 994	16 793	40 238	23 383	14 626
Impôt sociétés (IS)	360		26	-2 094	-3 859	-137	196
RESULTAT NET	-19 408	0%	-1 386	15 780	-18 596	25 194	19 084
Fonds Associatif N-1	307 677		21 977	4 598	34 058	7 470	-21 753
Résultat excéice	-16 242		-1 160	14 893	-12 209	30 761	19 084
Situation nette	287 595	2%	20 543	20 391	15 462	32 664	4 715
Dettes échues et non réglées	0		0	13 137	0	0	6 050

2. Un décrochage spectaculaire des produits d'exploitation

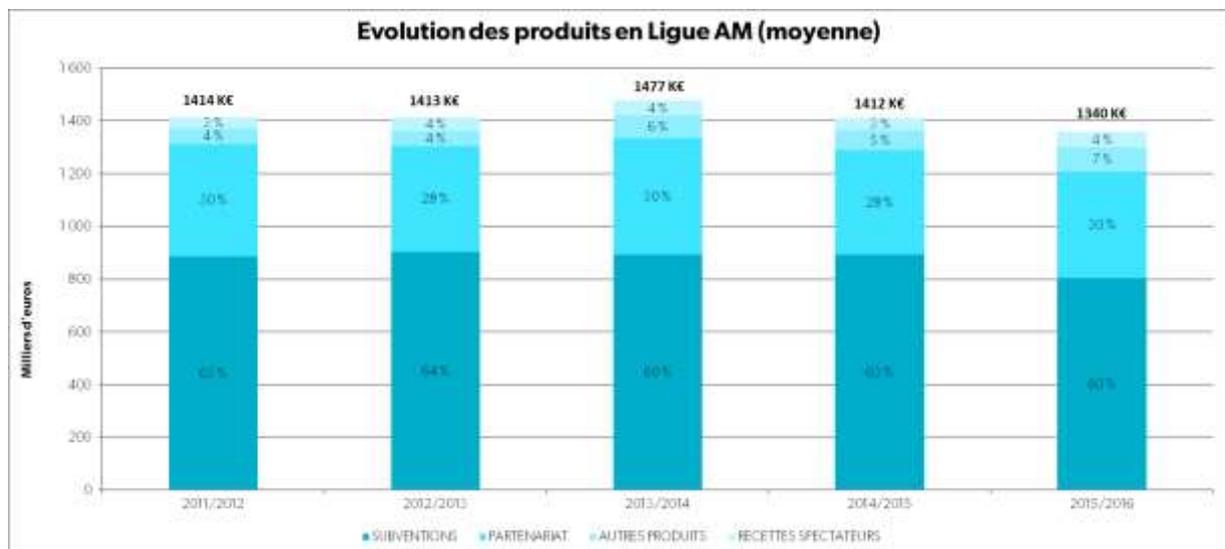
Ligue A Masculine (14 clubs)	Total		Moyenne 15/16	Moyenne 14/15	Moyenne 13/14	Moyenne 12/13	Moyenne 11/12
	Montant	% total					
DETAIL DES PRODUITS							
Recettes spectateurs	823 628	4%	58 831	48 751	56 908	51 450	41 421
Subventions	11 253 391	60%	803 814	891 965	892 140	904 130	886 148
Partenariats	5 671 914	30%	405 137	397 572	442 858	399 891	426 686
Autres produits	1 277 403	7%	91 243	73 667	84 933	57 710	59 440
TOTAL PRODUITS	18 760 240		1 340 017	1 411 957	1 476 846	1 413 181	1 413 696

A l'exception de la saison 13/14 et du caractère, que l'on peut qualifier maintenant d'atypique, de la croissance observée, le budget moyen s'affichait aux alentours de 1,4 M€. La saison 15/16 décroche nettement des chiffres usuellement observés jusque-là en LAM.

Le fait marquant de la structuration des ressources 15/16 est la dégradation des aides publiques (-9,9% et - 88 K€). En ce qui concerne les autres produits, ils repartent (opportunément) à la hausse et restent dans la continuité de la croissance constatée les saisons précédentes, avec :

- + 20,7 % pour les recettes spectateurs, qui (félicitons-nous pour la visibilité du Volley-ball), dépassent les plus hauts niveaux constatés jusqu'alors (record en cours !). A ce titre, le leader reste le Tours VB avec 234 K€, Narbonne dispose de la meilleure part relative de la LAM avec 12%.
- + 23,9 % pour les autres produits, dont le poids relatif continue d'évoluer de saison en saison (7% contre 5% l'année dernière) et qui ont progressé de 66% en six ans.
- + 2 % pour le partenariat. Il s'agit là d'une vraie mauvaise nouvelle. Non pas intrinsèquement, car le niveau de ce chapitre budgétaire reste dans une (petite) moyenne, mais par rapport à ses composantes et à l'évolution du secteur public.

Si, comme les années précédentes, les subventions restent la ressource principale des clubs de LAM. Leur poids relatif (60 %) diminue de nouveau (63 % l'an passé).



3. Le recul le plus important **jamais observé en matière d'aides publiques**

Ligue A Masculine (14 clubs)	Total		Moyenne 15/16	Moyenne 14/15	Moyenne 13/14	Moyenne 12/13	Moyenne 11/12
	Montant	% total					
DETAIL DES PRODUITS							
Subventions	11 253 391	60%	803 814	891 965	892 140	904 130	886 148
Mairie	6 600 217	59%	471 444	529 071	564 749	547 194	557 383
Intercommunalité	1 556 620	14%	111 187	128 286	111 444	128 143	131 419
Conseil Général	1 572 546	14%	112 325	117 122	121 392	122 711	89 644
Conseil Régional	1 125 035	10%	80 360	92 255	80 664	93 648	91 501
Autres	398 973	4%	28 498	25 392	13 891	12 434	16 201

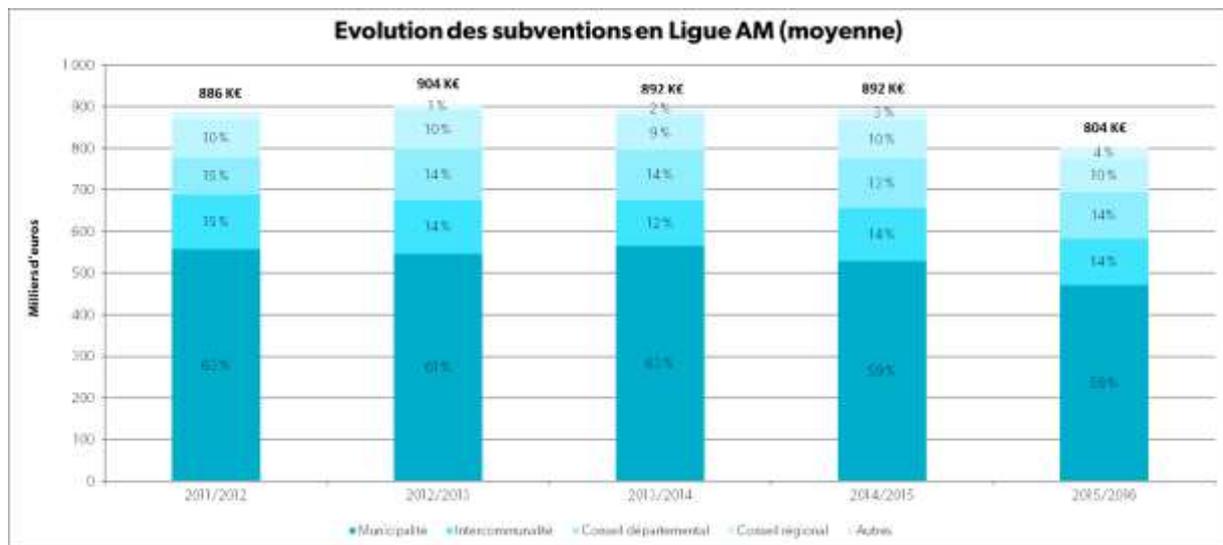
A titre liminaire, il faut rappeler que le brassage des clubs, les qualifications européennes et la stratégie des collectivités pèsent de manière significative sur le poids relatif des aides publiques en LAM.

Ceci étant dit, le niveau des subventions 15/16 (804 K€ soit - 88 k€ et 10 %) est l'un des plus faibles des dix dernières années et le plus bas jamais enregistré pour les municipalités !

Si les aides des structures intercommunales (qui ne touchent que 6 clubs sur 14), du Département et de la Région fléchissent de - 4% à - 14% (respectivement - 17 k€, - 5 K€ et - 12 k€), comment qualifier la baisse des aides municipales (-58 k€ et 11 % et - 100 k€ en trois ans) ? De désengagement ? De recul historique ? De retrait imposé ? Même si des précautions doivent être prises en l'état en raison, là aussi, des effets du brassage, les chiffres sont là, têtus et révélateurs.

La LAM compte trois clubs (contre 2 la saison passée) disposant de subventions municipales supérieures à 1 M€ (dont l'AS Cannes : 1.267 K€). Au palmarès, Paris Volley affiche la plus forte dépendance (77 % du budget) et Montpellier la plus faible (2 % car l'agglomération a pris le relais).

Toutes subventions confondues, la plus faible dépendance se situe à Ajaccio, avec un taux de 38 % de ressources publiques (mais ce club bénéficie en outre d'un taux de partenariat public de 32,1 % et 531 k€, sans comparaison en LAM).



4. Une croissance (trop) modérée du partenariat (+ 2 %)

Ligue A Masculine (14 clubs)	Total		Moyenne 15/16	Moyenne 14/15	Moyenne 13/14	Moyenne 12/13	Moyenne 11/12
	Montant	% total					
DETAIL DES PRODUITS							
Partenariats	5 671 914	30%	405 137	397 572	442 858	399 891	426 686
Partenaires privés (TVA)	2 893 663	51%	206 690	199 664	246 458	244 065	298 042
Mécénat (sans TVA)	942 814	17%	67 344	53 549	61 698	55 519	59 141
Echanges marchandises ou prestations	794 651	14%	56 761	51 833	61 526	42 293	
Partenaires publics	1 040 785	18%	74 342	92 526	73 183	58 014	69 504

Sur la saison 2015/2016, le palier des 400 K€ est de nouveau franchi, cependant ce dernier est toujours en-deçà des montants observés il y a 5 ans.

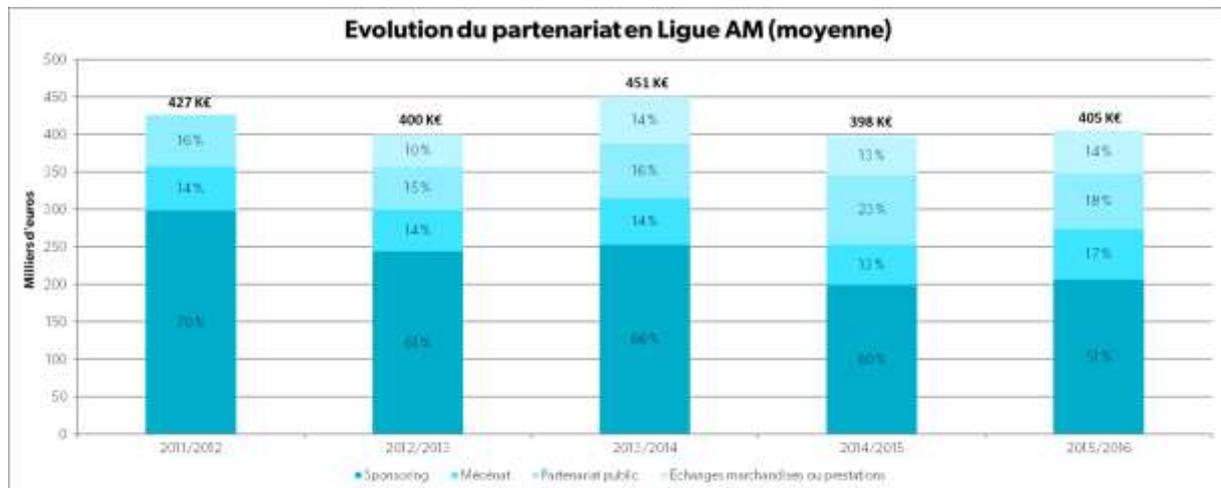
Dans l'absolu, on pourrait se satisfaire de la stabilité de ce poste dans le temps. Mais l'analyse des composantes du partenariat met en évidence un retour « à la moyenne » des partenariats publics (-20 %) ; ce qui vient renforcer le sentiment de « désengagement » du secteur public observé sur les subventions.

Le salut du poste trouve donc son origine un peu dans les sponsors (+ 3,5 % et 7 K€) et surtout dans la croissance du mécénat (+ 25% et 14 K€). Cette dernière devrait conduire à en analyser les causes et la destination pour, peut-être, pondérer les conclusions liées à l'attractivité de notre sport formulées précédemment.

Ainsi, le partenariat n'apparaît pas, à ce jour, comme la solution évidente à un recul des aides publiques. Il tient son rôle, tout son rôle, mais pas plus.

En outre, rappelons une nouvelle fois, au-delà de l'analyse évoquée, que le mécénat n'est utilisable que dans les structures associatives non fiscalisées ou en cas de sectorisation (effective ou apparente) sur le secteur non fiscalisé (si l'activité non lucrative a bien été identifiée comme non-prépondérante).

Le Tours VB, une nouvelle fois, séduit le plus avec un total de 1.194 K€ (soit 46 % de son budget), alors que le Paris Volley (avec seulement 11 % et 158 K€) affiche la valeur la plus faible.



5. Les charges d'exploitation maîtrisées ?

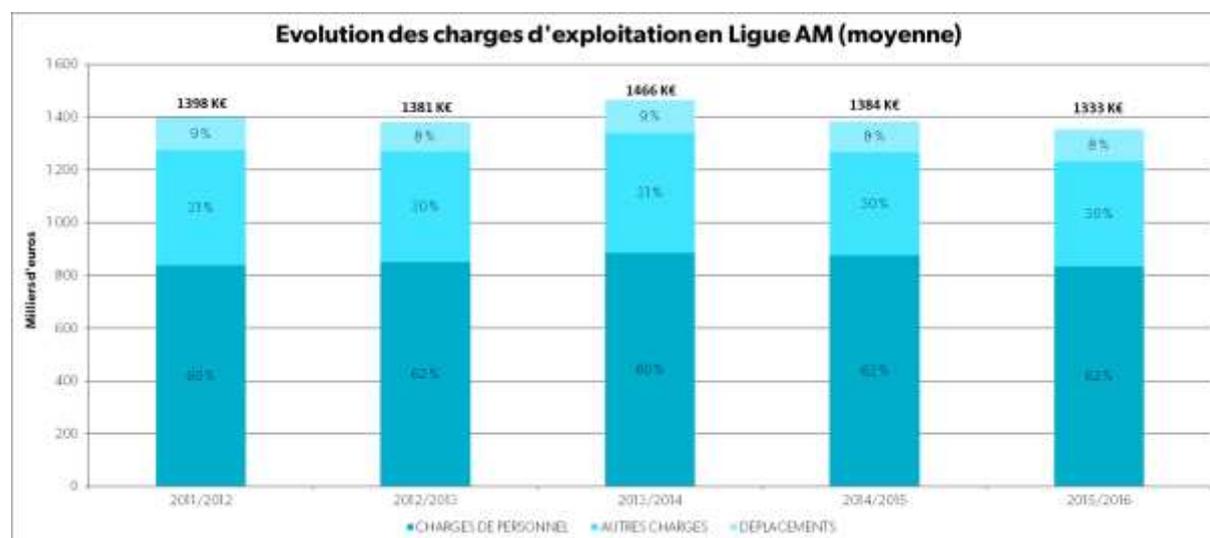
Ligue A Masculine (14 clubs)	Total		Moyenne 15/16	Moyenne 14/15	Moyenne 13/14	Moyenne 12/13	Moyenne 11/12
DETAIL DES CHARGES							
Charges de personnel	11 677 700	62%	834 121	875 008	883 914	849 629	836 888
Déplacements	1 699 772	9%	121 412	117 744	126 391	111 424	122 525
Autres charges	5 587 937	30%	399 138	391 149	455 754	420 372	438 375
TOTAL CHARGES	18 665 571	99%	1 333 255	1 383 900	1 466 060	1 381 425	1 397 788

Les clubs de LAM enregistrent pour la seconde saison consécutive une nette diminution de leurs charges d'exploitation (-51 K€ soit -3,7 %). Le budget moyen ressort à 1.333 K€ contre 1.383 K€ en 14/15 et 1.466 K€ en 13/14. Il est intéressant de noter qu'en cinq années, la ventilation des composantes n'a quasiment pas évolué.

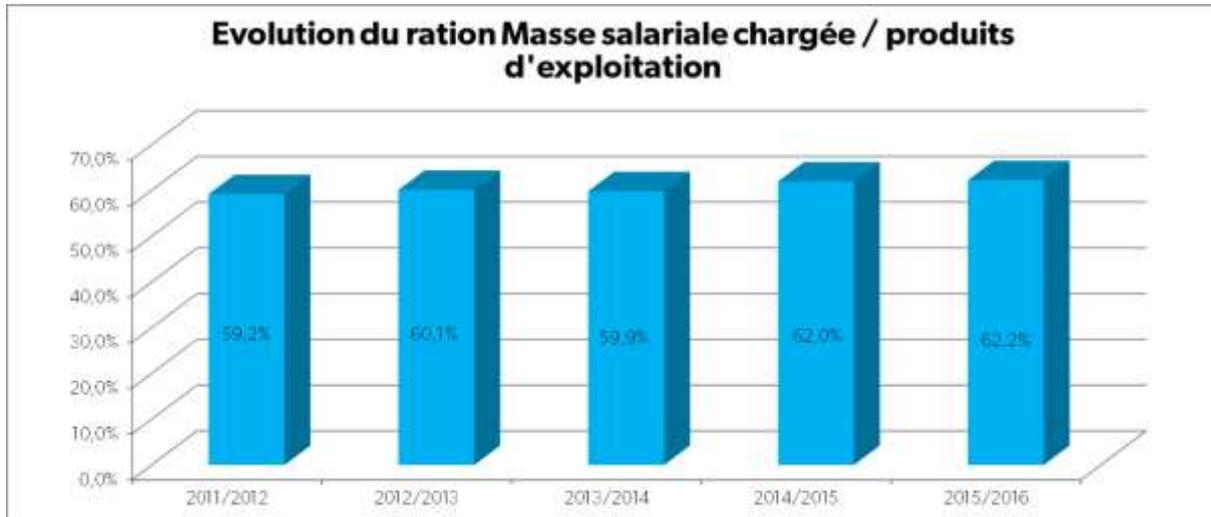
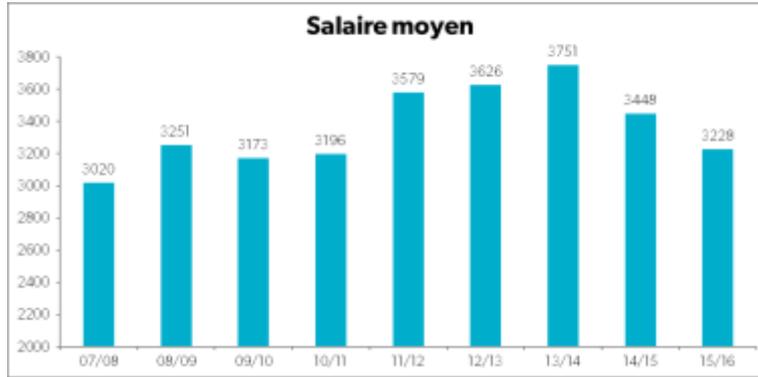
L'ajustement essentiel lié à la baisse des budgets a eu lieu avec un repli de 4,7 % de la masse salariale ; soit un niveau supérieur à la régression globale des charges de LAM. Dans le détail de la masse salariale, les salaires du collectif « Pro » subissent une réduction de 6 % et les autres charges directes (IK, blanchissage, etc...) sont divisées par deux. Excellente nouvelle !!

Soulignons que les charges de structure (« Autres Charges ») qui étaient en oscillation constante semblent se stabiliser et le poids relatif de ce poste atteint pour la première fois les 30 %. Est-ce le signe que les clubs de LAM parviennent, enfin, à maîtriser ce poste de dépense. L'avenir nous le dira...

Enfin, nous constatons qu'avec le niveau de charges moyen affiché et l'impact du résultat exceptionnel (charge nette), les clubs ne sont pas en mesure de consolider leurs fonds propres et ne disposent, pour la plupart, d'aucune marge de manœuvre. Le modèle économique reste donc fragile et se gère année par année, sans volonté marquée de renforcer la structure financière.



6. Evolution des salaires des joueurs de Ligue AM (contrats supérieurs à 100h/mois)

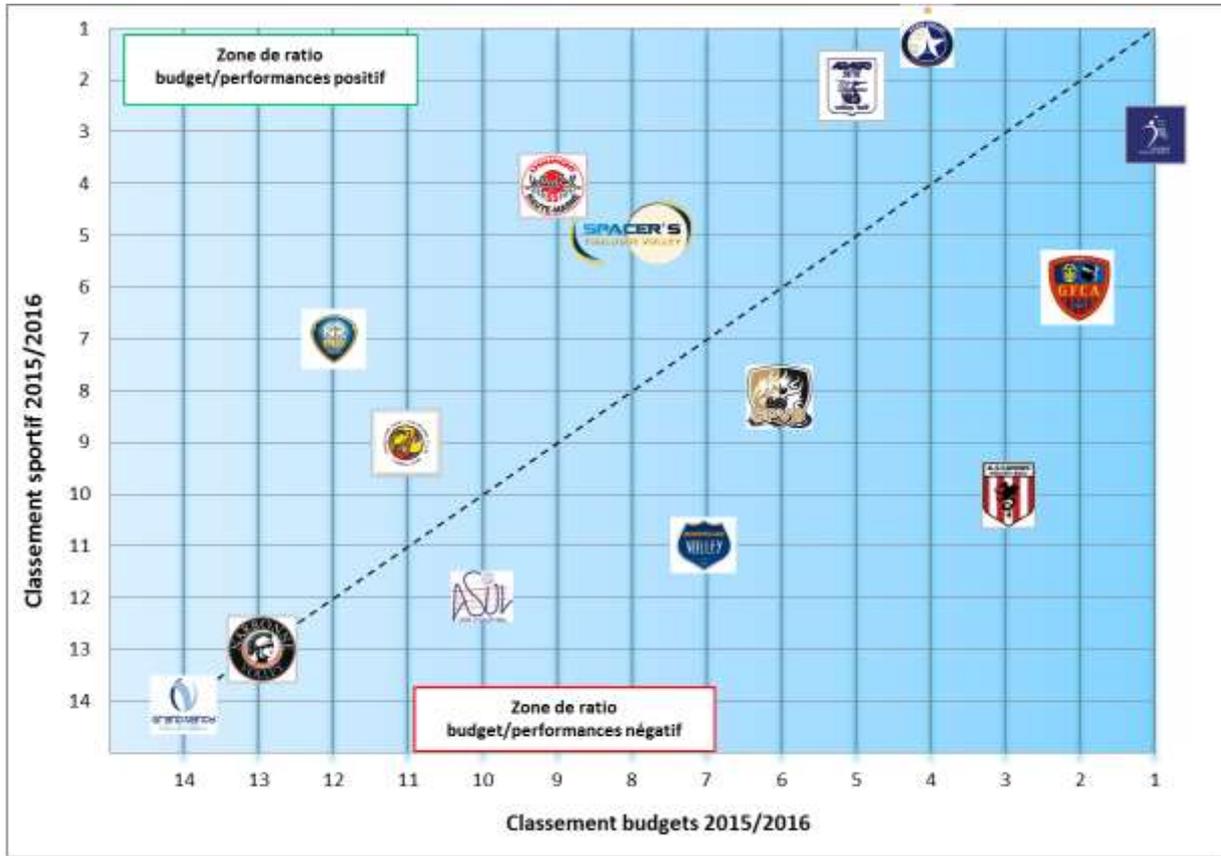


La part relative de la masse salariale semble se stabiliser autour de 62 %, même si le ratio augmente légèrement (+0,2 pt).

7. Comparaison : Classement sportif des clubs LAM et leur budget

La Ligue AM reste un championnat ouvert et indécis, aussi le budget des clubs ne dicte pas nécessairement le classement sportif.

Ainsi, si deux clubs notamment ont obtenu un classement supérieur à ce que pouvait laisser espérer leur budget, trois clubs peuvent être considérés comme ayant eu une moindre efficacité sportive comparée à leur budget.





LAF

**LIGUE A FÉMININE
VOLLEY**

1. Une situation financière marquée par l'instabilité, sans marge de manœuvre.

Les rapports 2013 et 2014 de la DNACG tiraient la sonnette d'alarme pour la LAF, constatant dans un premier temps :

- La disparition continue et progressive des marges de manœuvre jusqu'en 11/12,
- Puis une dégradation marquée en 12/13, pénalisée par le « brassage », avec un déséquilibre significatif lié à un passif moyen de 4 % et - 41 K€ (soit près de 500 K€ pour l'ensemble de la LAF) pour « seulement » 12 K€ de déficit sur la saison.

Le rapport DNACG 2015 (saison 13/14) se félicitait d'une amélioration de la structure financière, liée essentiellement au « brassage », car la perte de l'exercice restait stable à 2,1 % du budget.

De plus, l'embellie semblait se confirmer sur la saison 14/15 (rapport 2016) avec profit global et situation nette positive ! Cependant cette saison « idéale » bénéficiait :

- D'un brassage très favorable,
- D'un résultat exceptionnel atypique, gommant largement un déficit courant, qui malheureusement semblait être devenu la norme sur ces cinq dernières années,
- ET de la non prise en compte dans ses statistiques, de deux clubs ayant déposés leur bilan avec des passifs de l'ordre de 13% et 36% de leur budget !

Ceci expliquait un peu cela.

La saison 15/16 de LAF quant à elle, retourne à ses vieux démons : La situation nette globale du championnat rechute et présente un passif (- 173 k€) de 1,5 % du poids économique global (11,6M€). Les raisons ? Un déficit de 2% (- 227 k€) dans un contexte de (très) fort ralentissement budgétaire (- 7,6%). Un retour à la normale en fait si l'on exclut la saison 14/15.

L'objectif à atteindre rapidement est donc clair : Equilibrer impérativement le résultat d'exploitation.

Si une nouvelle fois, les grands équilibres financiers ne sont pas atteints, la situation n'est catastrophique non plus, bien que sans réelle marge de manœuvre :

- Trois clubs supportent des passifs (- 404 k€), mais proches ou dépassant le taux de 10 % du budget.
- Neuf clubs se partagent 231 k€ de fonds propres mais seulement deux dépassent les 5 %.
- 4 clubs génèrent 389 k€ de déficit (un club représente 70 %) et huit clubs dégagent 161 k€ de bénéfice.

L'un des clubs à lourd passif ayant été rétrogradé sportivement, espérons que la situation financière s'améliore sur le prochain exercice. Mais la vigilance sera indispensable au cours de la saison 16/17.

Notons enfin que, pour la première fois depuis quatre ans, le poids économique de la LAF redescend sous la barre du million d'euros.

Ligue A Féminine (12 clubs)	Total		MOYENNE 15/16	MOYENNE 14/15	MOYENNE 13/14	MOYENNE 12/13	MOYENNE 11/12
DETAIL DES PRODUITS	Montant	% total produits					
Recettes spectateurs	156 282	1%	13 024	13 426	16 729	10 411	9 645
Subventions	7 280 020	63%	606 668	657 798	634 075	598 354	583 750
Mairie	4 234 489	58%	352 874	374 212	362 422	329 085	311 533
Intercommunalité	1 060 200	15%	88 350	121 992	94 034	86 433	84 090
Conseil Départemental	1 060 600	15%	88 383	93 027	87 571	81 922	79 084
Conseil Régional	803 620	11%	66 968	60 142	77 619	84 732	95 790
Autres	121 111	2%	10 093	8 425	12 429	16 183	13 253
Partenariats	3 278 154	28%	273 180	303 580	300 653	317 153	238 603
Partenaires privés (TVA)	2 246 716	69%	187 226	177 255	212 899	228 374	168 995
Mécénat (sans TVA)	595 627	18%	49 636	72 376	55 362	59 601	58 030
Echanges marchandises	218 445	7%	18 204	30 110	18 997	18 774	
Partenaires publics	217 366	7%	18 114	23 839	13 396	10 404	11 578
Autres produits	914 103	8%	76 175	71 504	74 910	67 842	54 533
TOTAL PRODUITS	11 628 552		969 046	1 046 308	1 026 373	993 761	886 530
DETAIL DES CHARGES							
Charges de personnel	7 779 061	67%	648 255	684 108	653 070	653 714	588 136
Salaires collectifs professionnel	3 333 560	43%	277 797	309 635	300 190	298 606	321 167
Salaires autres contrats de travail	899 676	12%	74 973	73 278	69 088	65 378	
Cotisations	1 571 016	20%	130 918	147 014	130 458	147 945	208 449
Autres charges directes	1 974 809	25%	164 567	147 310	139 265	141 785	87 525
Agents	139 936		11 661	16 437	12 847	14 064	68 153
Frais de transfert & Indemn. Formation	664 629		55 386	39 038	33 963	24 649	97 858
Remboursements kilométriques	207 089		17 257	14 286	17 023	12 296	9 990
Frais de déménagement, blanchissage, repas, vac kiné médecine	250 499		20 875	24 202	17 478	20 816	14 306
Déplacements	1 207 963	10%	100 664	117 654	110 576	98 070	93 205
Autres charges	2 889 550	25%	240 796	268 972	274 203	268 160	217 921
Services extérieurs (comptes 61)	360 972	12%	30 081	37 165	36 901	26 613	120 249
Autres services extérieurs (comptes 62)	1 461 679	51%	121 807	158 356	157 014	139 715	
Impôts et taxes (dont Taxes sur les salaires)	222 276	8%	18 523	23 467	21 435	29 321	32 486
TOTAL CHARGES	11 874 576		989 548	1 070 788	1 039 566	1 019 944	899 262
RESULTAT COURANT	-246 028	-2%	-20 502	-24 480	-13 140	-28 163	-12 715
Produits exceptionnels	291 344		24 279	50 384	6 041	26 685	16 292
Charges exceptionnelles	244 444		20 370	13 815	14 984	21 354	14 931
Impôt sociétés (IS)	557		46	48	48	609	673
RESULTAT NET	-227 384	-2%	-18 949	12 040	-22 140	-21 461	-12 027
Fonds Associatif N-1	54 518		4 543	9 744	8 303	-19 103	14 047
Résultat exercice	-227 384		-18 949	12 040	-22 140	-21 461	-12 027
Situation nette	-172 866	-1%	-14 406	21 785	-13 832	-40 564	2 020
Dettes échues et non réglées	0		0	0	0	0	0

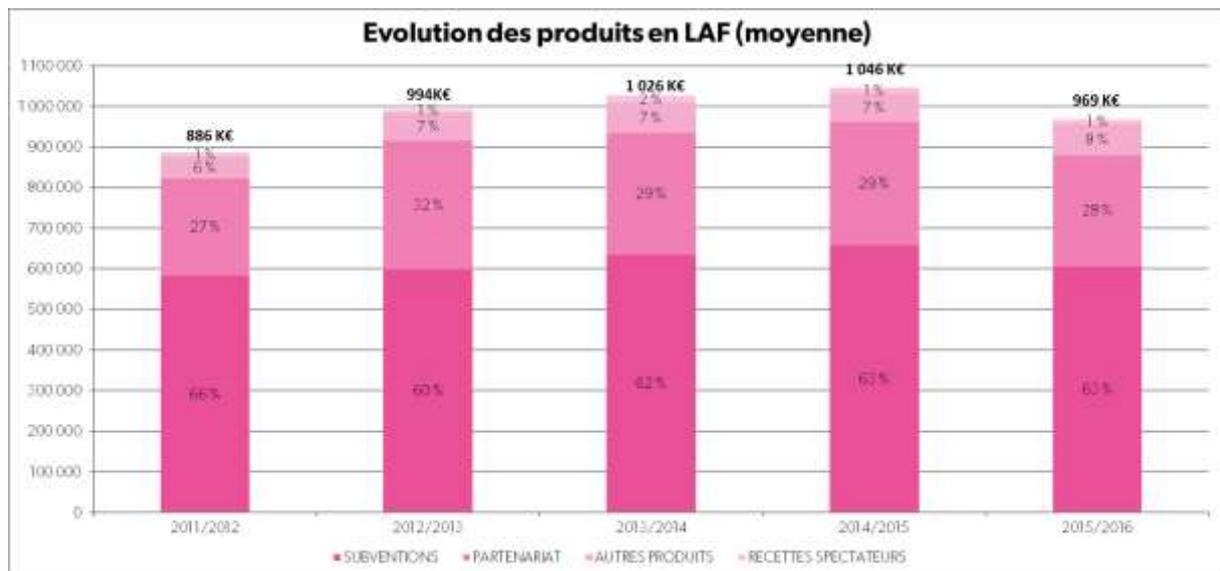
2. Un recul inquiétant **des produits d'exploitation**

Ligue A Féminine (12 clubs) DETAIL DES PRODUITS	Total		MOYENNE 15/16	MOYENNE 14/15	MOYENNE 13/14	MOYENNE 12/13	MOYENNE 11/12
	Montant	% total produits					
Recettes spectateurs	156 282	1%	13 024	13 426	16 729	10 411	9 645
Subventions	7 280 020	63%	606 668	657 798	634 075	598 354	583 750
Partenariats	3 278 154	28%	273 180	303 580	300 653	317 153	238 603
Autres produits	914 103	8%	76 175	71 504	74 910	67 842	54 533
TOTAL PRODUITS	11 628 552		969 046	1 046 308	1 026 373	993 761	886 530

Alors que depuis cinq saisons, les clubs de LAF enregistraient une hausse constante de leurs produits d'exploitation, cet exercice marque un arrêt brutal de cette croissance. Non seulement, le budget moyen des clubs de LAF redescend sous la barre du million, mais il faut revenir à la saison 11/12 pour trouver un niveau de budget inférieur.

Sans changement, ce sont les collectivités qui apportent encore cette année la majorité des financements (63%). Cependant leur soutien fléchit nettement cette saison (-51 K€ soit -7,8%). Dans le même temps, au lieu de se rapprocher d'une quote-part de 30 % du budget, le partenariat stagne en valeur relative et chute de 10 % (- 30 k€), repartant largement en dessous du seuil des 300 k€. Cette double régression impacte de plein fouet le poids économique de la LAF qui, à 11,6 M€, marque un recul plus que conséquent.

Il est donc plus qu'urgent pour l'économie du volley-ball féminin, que ce sport retrouve l'attractivité qu'il semblait avoir au cours des dernières années auprès des sponsors. Sans cet indispensable soutien, avec ce qui peut être interprété comme un désengagement des collectivités, le risque de régression est patent. Le niveau des recettes spectateurs (quatre fois plus faible que celui observé en LAM) est là pour le rappeler.



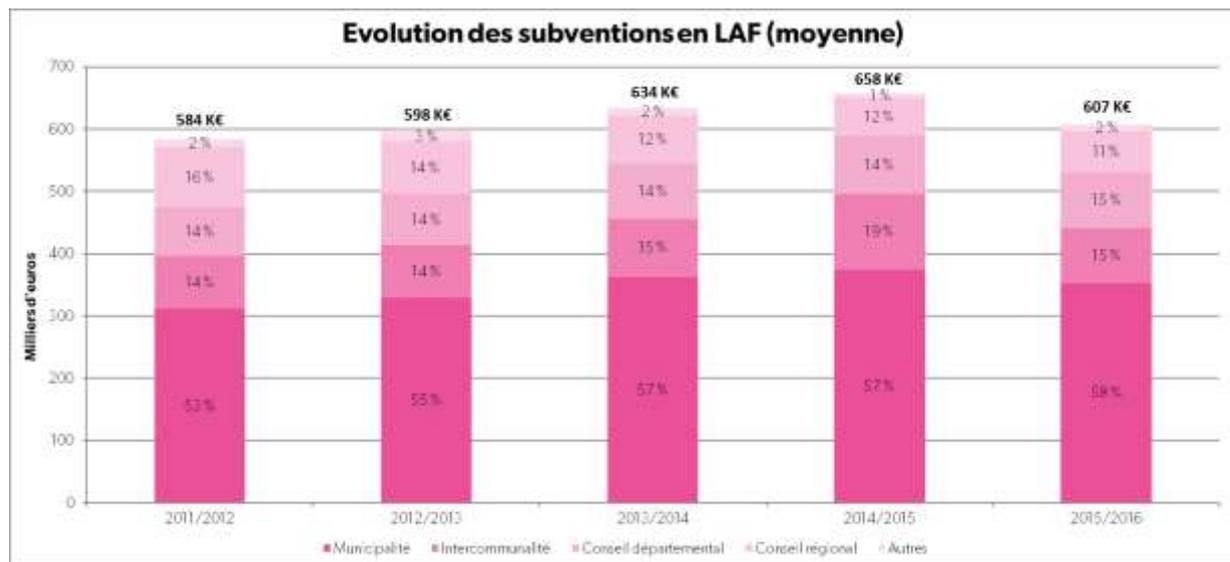
3. Retour à la normale en 15/16 (Après un niveau exceptionnel pour les subventions en 14/15)

Ligue A Féminine (12 clubs)	Total		MOYENNE 15/16	MOYENNE 14/15	MOYENNE 13/14	MOYENNE 12/13	MOYENNE 11/12
	Montant	% total produits					
Subventions	7 280 020	63%	606 668	657 798	634 075	598 354	583 750
Mairie	4 234 489	58%	352 874	374 212	362 422	329 085	311 533
Intercommunalité	1 060 200	15%	88 350	121 992	94 034	86 433	84 090
Conseil Départemental	1 060 600	15%	88 383	93 027	87 571	81 922	79 084
Conseil Régional	803 620	11%	66 968	60 142	77 619	84 732	95 790
Autres	121 111	2%	10 093	8 425	12 429	16 183	13 253

La baisse du soutien des collectivités massivement constatée en LAM (- 10 %) n'épargne pas la LAF. Avec une régression globalement de 8 % (- 51 k€) le choc est sévère. Il est aggravé (bien que ne concernant que cinq clubs) par le retour « à la normale » des aides des structures intercommunales (- 28 % et - 34 k€) visiblement sur un pic exceptionnel l'an passé.

Les municipalités, même en retrait (- 21 k€), restent le principal financeur (58 % des aides publiques). Petite éclaircie sur ce tableau bien sombre, les Régions qui se mobilisent pour enrayer l'hémorragie de 38 % observée en quatre ans (- 37 k€), l'exception qui confirme la règle.

Au palmarès, Cannes reste indétrônable avec plus d'1 M€ de subventions, quand Vandoeuvre doit se contenter de la plus faible contribution des collectivités à 427 k€. La dépendance du budget aux soutiens publics reste maximum au Stade Français (76 %) quand Cannes affiche le taux le plus faible (47 %).



4. Un partenariat en berne, mais un sponsoring présent

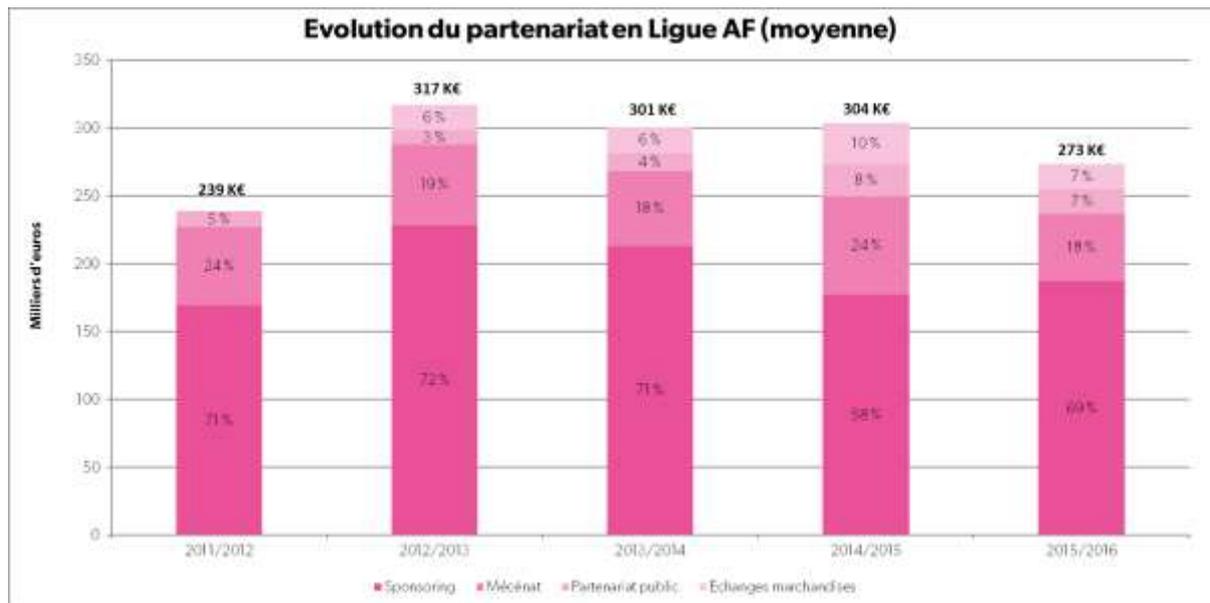
Ligue A Féminine (12 clubs) DETAIL DES PRODUITS	Total		MOYENNE 15/16	MOYENNE 14/15	MOYENNE 13/14	MOYENNE 12/13	MOYENNE 11/12
	Montant	% total produits					
Partenariats	3 278 154	28%	273 180	303 580	300 653	317 153	238 603
Partenaires privés (TVA)	2 246 716	69%	187 226	177 255	212 899	228 374	168 995
Mécénat (sans TVA)	595 627	18%	49 636	72 376	55 362	59 601	58 030
Echanges marchandises	218 445	7%	18 204	30 110	18 997	18 774	
Partenaires publics	217 366	7%	18 114	23 839	13 396	10 404	11 578

Il sera sans doute vital pour les clubs, dans un futur proche, de pouvoir assurer un réel développement de leur partenariat. De cette réussite dépendra, en grande partie, leur bonne santé financière car elle résultera à l'évidence d'un schéma plus ou moins équilibré entre les ressources publiques et privées.

Après une envolée fulgurante du partenariat lors de la saison 12/13 (+ 33 %), le « brassage » du championnat d'une année sur l'autre et la pause de certains partenaires historiques avaient eu raison des espoirs de la LAF. Cependant, la part relative du partenariat privé reste correcte (28%) bien qu'elle peine à atteindre le tiers des ressources, mais elle semble vouloir se stabiliser.

Retenons que le partenariat, pour la première fois depuis trois ans, repasse sous la barre des 300 K€ et semble être en perte de vitesse (-30 K€ soit -10 %). Soulignons, cependant, que le sponsoring repart à la hausse (+5,6 %) et que l'utilisation du mécénat est en net retrait (-31,4 %), pour un championnat professionnel, rien que de très normal après tout. Mais la concentration des sommes sur le sponsoring, seul poste du partenariat en hausse, ne compense pas le fléchissement des autres composantes.

Au palmarès, le RC Cannes reste de loin n°1 en valeur absolue (avec 1.115 K€) et valeur relative (50 %). A l'opposé, Istres affiche un taux de 3 %.



5. La maîtrise des charges devient impérative

Ligue A Féminine (12 clubs)	Total		MOYENNE 15/16	MOYENNE 14/15	MOYENNE 13/14	MOYENNE 12/13	MOYENNE 11/12
DETAIL DES CHARGES							
Charges de personnel	7 779 061	67%	648 255	684 108	653 070	653 714	588 136
Déplacements	1 207 963	10%	100 664	117 654	110 576	98 070	93 205
Autres charges	2 889 550	25%	240 796	268 972	274 203	268 160	217 921
TOTAL CHARGES	11 874 576		989 548	1 070 788	1 039 566	1 019 944	899 262

Les charges de personnel diminuent en valeur absolue mais leur poids s'accroît (+ 2 pts à 67%). Toutefois, dans ce contexte, il est encourageant de constater que les dirigeants n'ont pas sacrifié le personnel non sportif, dont le coût continue d'évoluer depuis quatre ans (65 k€ à 75 k€).

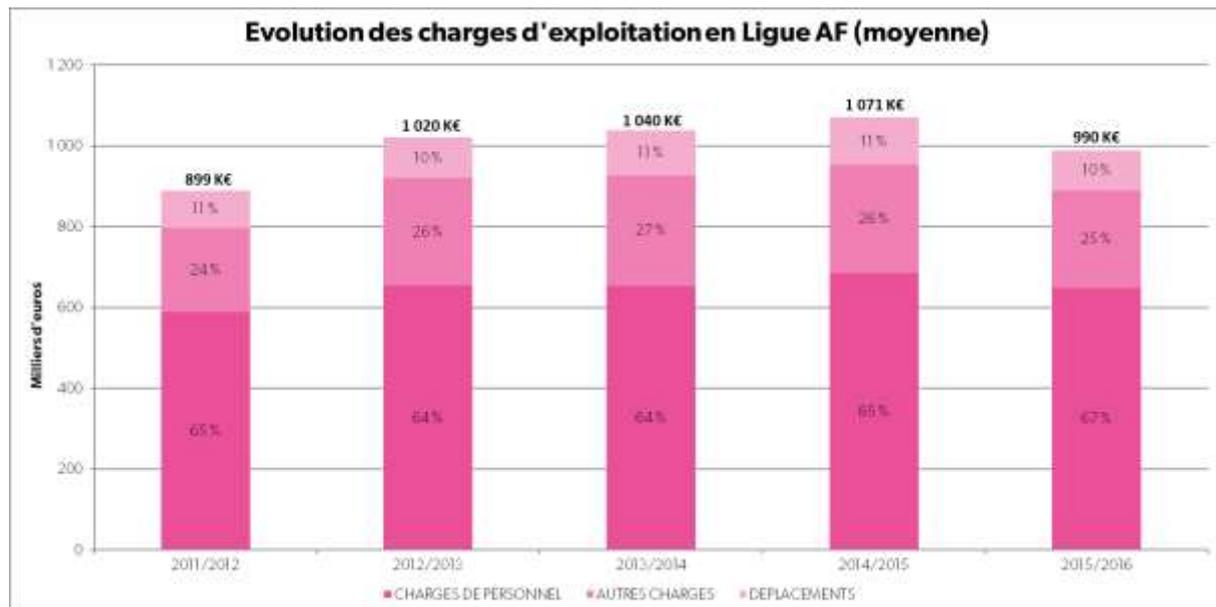
Les autres coûts (déplacements, structure) restent dans la moyenne. Cette apparente maîtrise doit se poursuivre.

Si la baisse des charges d'exploitation est évidente (-7,6 %), il faut la mettre en comparaison avec celle des produits d'exploitation. La bonne nouvelle réside dans le fait que les produits décroissent moins vite (-7,4 %), la mauvaise est que, pour la cinquième année consécutive, le résultat courant de la LAF demeure négatif (-21 k€ en moyenne).

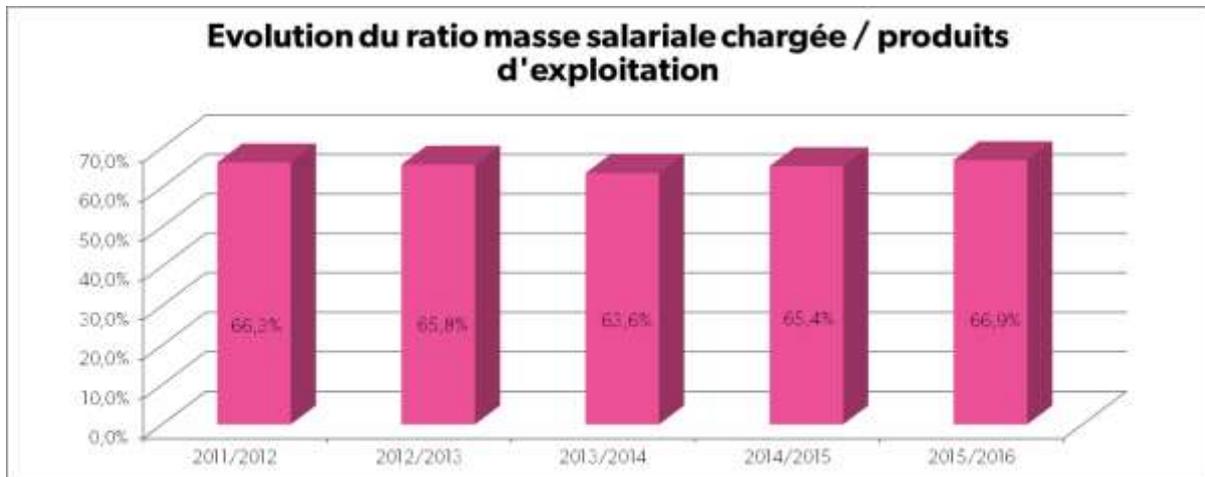
Même s'il faut évidemment souligner que la grande majorité des clubs (8/12) équilibrent leur exploitation en 15/16, chaque année quelques clubs, par leurs (grandes) difficultés, viennent mettre à mal l'analyse financière globale du championnat ; En l'espèce, deux clubs cette saison supportent un déficit courant de plus de -430 k€ (pour un global de -246 k€). Un troisième, avec un résultat exceptionnel de -140 k€ vient influencer, et l'approche du résultat net, et la situation financière. Dommage.

Si les clubs sont parvenus, la saison passée, à compenser globalement ces dérapages par l'apport de fonds personnels ou exceptionnels, cette année le résultat exceptionnel est neutre et ne permet pas d'atteindre un résultat net équilibré. S'il est entendu que la saison 14/15 revêt un caractère spécifique, la question des conditions d'un retour à des indicateurs positifs sur la base d'une analyse complète des clubs de LAF se pose clairement.

Ainsi, le retour à l'équilibre passe a priori, par un durcissement des positions envers les clubs à la gestion hasardeuse et une limitation de la masse salariale sportive. En effet dans cet environnement où les ressources sont rares et où la structuration des clubs est indispensable à leur pérennité en LAF, il ne semble pas exister d'alternative plus « soft ».



6. Evolution des salaires des joueuses de Ligue AF (contrats supérieurs à 100 h/mois)



Le ratio demeure très élevé et ne cesse de croître depuis trois saisons, allant jusqu'à atteindre les 67 % cette année, soit le plus haut taux sur les sept derniers exercices. Nous ne pouvons que renvoyer à l'analyse et aux limites exprimées ci-avant sur le modèle économique de la LAF pour tirer, si ce ne sont des conclusions, au moins des enseignements pour le futur.



LBM

LIGUE B MASCULINE
VOLLEY

1. Une année de transition après un assainissement drastique

Chaque année, la DNACG s'inquiétait de la situation financière des clubs de LBM qui se fragilisait un peu plus. La saison 14/15 marquait le point d'orgue avec un déficit moyen de près de 5 % du budget engendrant un passif moyen de plus de 7 % (-49 k€ en moyenne !!). Du jamais vu et une catastrophe économique. La conséquence, désastreuse, fut la disparition de cinq clubs (Alès, Avignon, Calais, Harnes, Orange). Sans oublier, en fin de saison, la disparition du club d'Asnières qui a été contraint d'abandonner son statut professionnel.

De surcroît, les clubs accédant se sont vus tous refuser le droit d'accéder à la LBM en raison de leurs déséquilibres financiers. La totale. Alors, nécessairement et heureusement, la force centrifuge ayant produit son effet, les clubs restant présentent globalement des indicateurs financiers et de gestion tout à fait acceptable, dont la comparaison à 14/15 n'apportera pas de grands enseignements. Enfin, la population analysée ne représente que sept clubs...les plus forts et seins économiquement. L'avenir nous dira si cet « assainissement » aura permis de rendre cette division pérenne et stable.

Pour pouvoir affirmer « plus jamais ça ! » des solutions seront proposées au Comité Directeur pour permettre (voire obliger) les clubs à disposer de nouvelles marges de manœuvre. Il est urgent d'agir, de protéger la structure financière les clubs (parfois en les protégeant contre eux-mêmes), en ayant pour seul objectif de faire en sorte qu'un accident de parcours ne marque pas l'arrêt du projet sportif porté par les dirigeants.

Ligue B Masculine (7 clubs*)	Total		Moyenne 15/16	Moyenne 14/15	Moyenne 13/14*	Moyenne 12/13	Moyenne 11/12
DETAIL DES PRODUITS	Montant	% total					
Recettes spectateurs	72 802	1%	5 200	9 709	3 584	4 826	7 644
Subventions	4 401 293	80%	628 756	518 313	550 699	515 304	538 283
Mairie	2 878 678	65%	411 240	339 483	323 227	305 217	322 061
Intercommunalité	745 200	17%	106 457	45 982	72 444	54 044	33 794
Conseil Général	395 867	9%	56 552	77 643	85 278	92 000	116 684
Conseil Régional	364 148	8%	52 021	48 714	53 446	53 642	53 704
Autres	17 400	0%	2 486	6 491	9 380	10 401	12 039
Partenariats	718 494	13%	102 642	111 981	102 984	107 095	82 284
Partenaires privés (TVA)	609 297	85%	87 042	53 773	28 740	26 640	57 997
Mécénat (sans TVA)	72 980	10%	10 426	52 655	62 210	43 036	23 511
Echanges marchandises ou prestations	3 317	0%	474	4 624	9 485	11 486	
Partenaires publics	32 900	5%	4 700	929	2 548	25 933	776
Autres produits	328 340	6%	46 906	48 058	52 077	48 899	50 987
TOTAL PRODUITS	5 520 929		788 704	688 060	709 343	676 123	679 198
DETAIL DES CHARGES							
Charges de personnel	3 762 533	68%	537 505	476 228	463 744	441 654	453 213
Salaires collectif professionnel	1 788 673	48%	255 525	232 842	212 750	194 875	251 720
Salaires autres contrats de travail	420 736	11%	60 105	30 226	49 717	44 747	
Cotisations	835 848	22%	119 407	96 947	98 310	83 931	96 473
Autres charges directes	717 275	19%	102 468	116 285	105 275	118 100	105 020
Agents	41 200		5 886	5 243	2 114	2 628	3 250
Frais de transfert & Indemn. Formation	124 908		17 844	21 411	15 960	19 973	21 285
Remboursements kilométriques	111 254		15 893	25 494	19 426	20 075	17 585
Frais de déménagement, blanchissage, repas, vac kiné médecins	89 383		12 769	5 614	7 808	22 202	12 682
Déplacements	343 456	6%	49 065	55 221	60 045	64 908	58 781
Autres charges	1 343 744	24%	191 963	177 800	179 083	166 028	165 198
Services extérieurs	339 595	25%	48 514	25 738	24 108	31 571	29 494
Autres services extérieurs	577 948	43%	82 564	98 822	102 237	105 479	
Impôts et taxes (dont Taxes sur les salaires)	143 968	11%	20 567	15 897	13 754	9 982	6 733
TOTAL CHARGES	5 439 735	99%	777 105	709 392	702 872	672 590	677 192
RESULTAT COURANT	81 193	1%	11 599	-21 332	6 472	3 534	1 987
Produits exceptionnels	137 549		19 650	7 353	3 028	3 087	9 028
Charges exceptionnelles	114 659		16 380	17 476	8 672	9 545	13 190
Impôt sociétés (IS)	0		0	0	0	-64	67
RESULTAT NET	104 092	2%	14 870	-31 455	827	-2 861	-2 242
Fonds Associatif N-1	169 447		24 207	-17 418	-14 954	-11 517	-7 787
Résultat exercice	120 485		17 212	-29 298	184	-2 337	-2 242
Situation nette	273 739	5%	39 106	-48 880	-14 127	-14 378	-10 229
Dettes échues et non réglées	0		0	0	0	0	0

*Le club d'Asnières n'a pas communiqué son bilan définitif à la suite de sa rétrogradation administrative

2. Une croissance record des produits

Ligue B Masculine (7 clubs*) DETAIL DES PRODUITS	Total		Moyenne 15/16	Moyenne 14/15	Moyenne 13/14*	Moyenne 12/13	Moyenne 11/12
	Montant	% total					
Recettes spectateurs	72 802	1%	5 200	9 709	3 584	4 826	7 644
Subventions	4 401 293	80%	628 756	518 313	550 699	515 304	538 283
Partenariats	718 494	13%	102 642	111 981	102 984	107 095	82 284
Autres produits	328 340	6%	46 906	48 058	52 077	48 899	50 987
TOTAL PRODUITS	5 520 929		788 704	688 060	709 343	676 123	679 198

*Le club d'Asnières n'a pas communiqué son bilan définitif à la suite de sa rétrogradation administrative

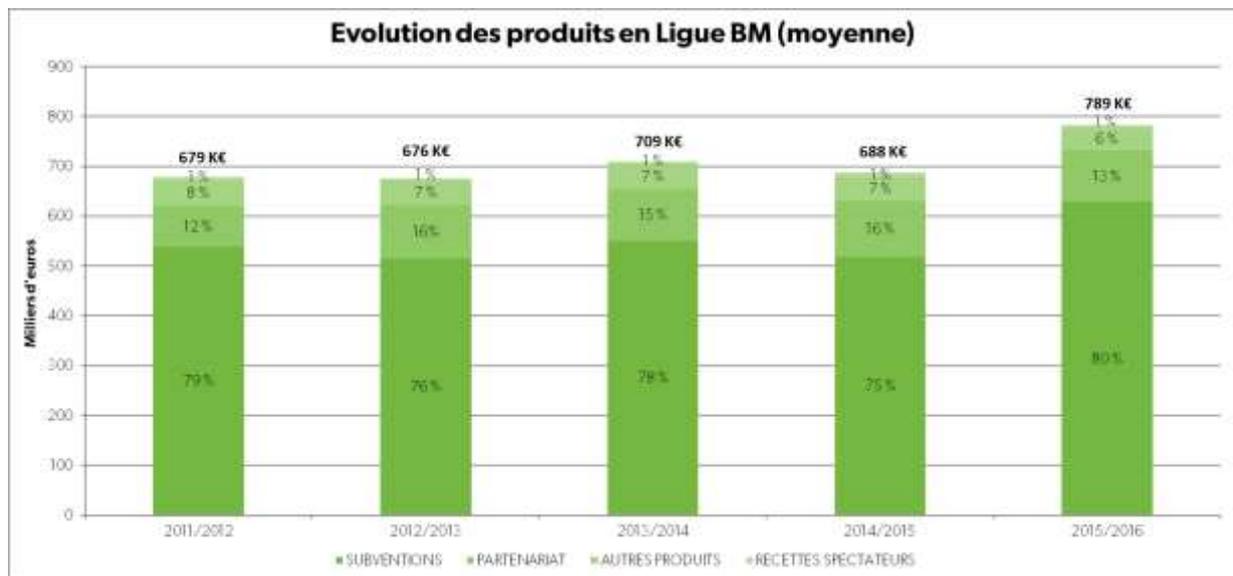
Les clubs rescapés de Ligue BM pour la saison 15/16 disposent en moyenne de 789 K€ de produits d'exploitation. C'est 100 K€ de plus que pour la saison 14/15 (+14,6 %). Le budget moyen franchit de nouveau le seuil des 700 K€ et se rapprochent de la barre des 800 K€.

Précisons que deux clubs (Rennes et Tourcoing) surpassent de près de 40 % les autres, avec un budget de plus d'1,1 M€. Compte tenu du faible nombre de clubs, cette donnée tire largement vers le haut la statistique.

Les subventions sont plus que jamais la source principale de revenus de la LBM, puisqu'elles correspondent à 80 % de leurs produits (contre 75 % la saison précédente). Le partenariat pour sa part est en recul puisqu'il ne constitue plus que 13 % des produits contre 16 % la saison précédente.

Si les autres produits apportent leur écot de manière stable d'un exercice à l'autre (6,5 %), le poids des recettes de matchs inquiète par sa (grande) faiblesse (0,7 %).

Hors Rennes et Tourcoing, la moyenne des budgets redescend de 789 k€ à 642 k€, Cambrai ferme la marche avec un budget de 420 k€.



3. Des collectivités au soutien de la Ligue B masculine

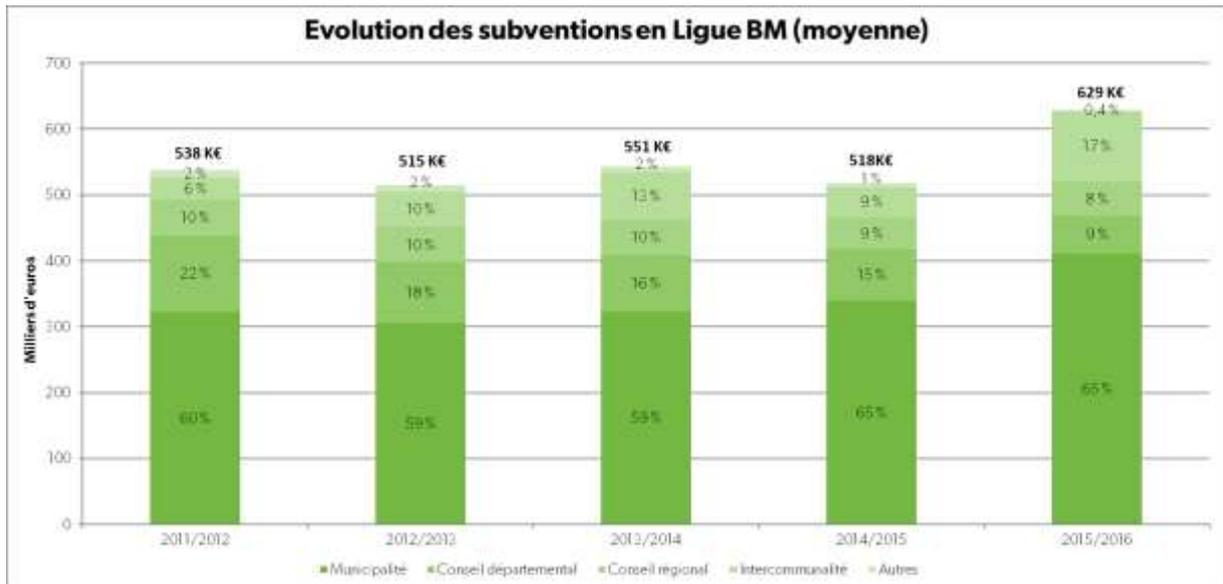
Ligue B Masculine (7 clubs*) DETAIL DES PRODUITS	Total		Moyenne 15/16	Moyenne 14/15	Moyenne 13/14*	Moyenne 12/13	Moyenne 11/12
	Montant	% total					
Subventions	4 401 293	80%	628 756	518 313	550 699	515 304	538 283
Mairie	2 878 678	65%	411 240	339 483	323 227	305 217	322 061
Intercommunalité	745 200	17%	106 457	45 982	72 444	54 044	33 794
Conseil Général	395 867	9%	56 552	77 643	85 278	92 000	116 684
Conseil Régional	364 148	8%	52 021	48 714	53 446	53 642	53 704
Autres	17 400	0%	2 486	6 491	9 380	10 401	12 039

*Le club d'Asnières n'a pas communiqué son bilan définitif à la suite de sa rétrogradation administrative

Le constat de la saison passée était très inquiétant avec un retrait des subventions de 5,9 % (33 K€). Aujourd'hui, l'embellie est spectaculaire (à prendre évidemment avec les précautions d'usage), espérons qu'elle ne sera pas éphémère. La dépendance de la LBM aux financements publics étant totale (80 %), ce poste concentre tous les risques. Soulignons que Rennes et Tourcoing, s'ils participent largement à cette évolution, ne présentent pas des valeurs exceptionnelles (819 k€ de moyenne).

Les municipalités restent en tête et de loin (65 % des aides publiques) et leur soutien s'avère indispensable. En effet, si la part du Conseil Régional reste stable (8,5 %), le Département baisse régulièrement depuis cinq ans (-27,2 % par rapport à la saison passée). Point positif, les structures intercommunales semblent s'investir (même si elles ne financent que trois clubs), ce poste explose cette saison... sans que l'on observe de transferts de compétence en provenance des Villes.

Au palmarès, Tourcoing prend la tête avec 880 K€ d'aides publiques (78 % de son budget). Martigues apparaît comme le plus dépendant (à 91 %), alors que Rennes ferme la marche avec un taux de 64 %.



4. Un partenariat qui se stabilise et qui fait la part belle au sponsoring

Ligue B Masculine (7 clubs*) DETAIL DES PRODUITS	Total		Moyenne 15/16	Moyenne 14/15	Moyenne 13/14*	Moyenne 12/13	Moyenne 11/12
	Montant	% total					
Partenariats	718 494	13%	102 642	111 981	102 984	107 095	82 284
Partenaires privés (TVA)	609 297	85%	87 042	53 773	28 740	26 640	57 997
Mécénat (sans TVA)	72 980	10%	10 426	52 655	62 210	43 036	23 511
Echanges marchandises ou prestations	3 317	0%	474	4 624	9 485	11 486	
Partenaires publics	32 900	5%	4 700	929	2 548	25 933	776

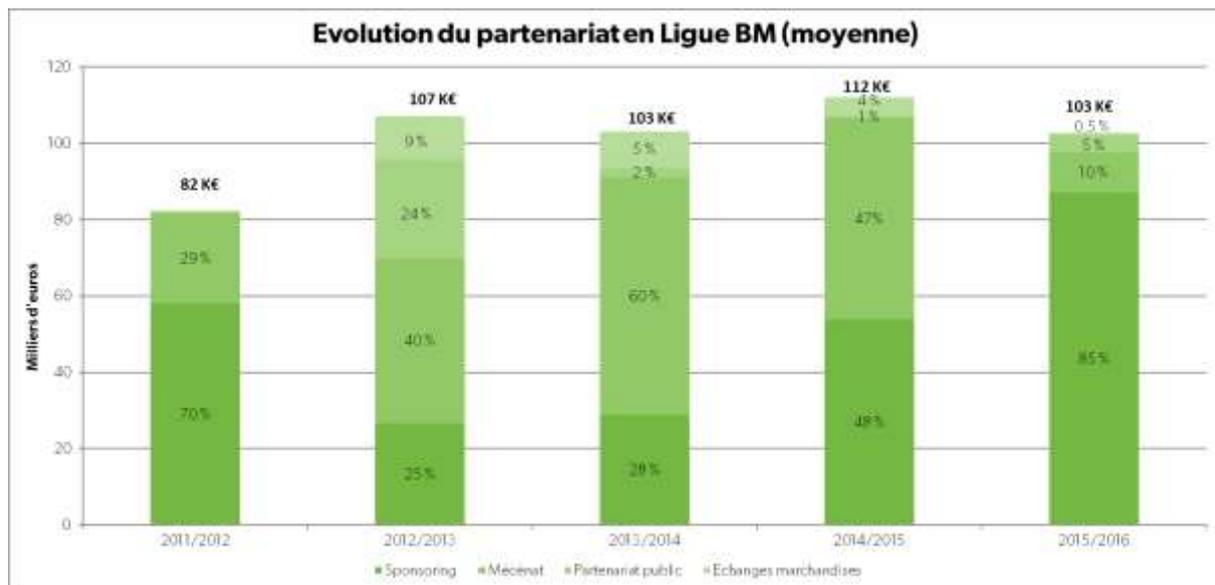
*Le club d'Asnières n'a pas communiqué son bilan définitif à la suite de sa rétrogradation administrative

La déception, renforcée par la « cartographie » de cette saison 15/16, concerne le partenariat. En effet, avec une explosion du budget moyen des clubs et le « tri sélectif » (pléonasme) opéré, on aurait pu s'attendre à une performance honorable de ce poste, mais celui-ci ne fait que se stabiliser et perd même trois points en valeur relative.

Ce constat est véritablement inquiétant quand on sait qu'en neutralisant Rennes et Tourcoing, les cinq clubs restant affichent une valeur moyenne de 37 k€...contre 103 k€ globalement !

Les raisons se retrouvent du côté du mécénat avec un réel effondrement de ce poste (-42 K€ soit -80,2%) qui ne finance que deux clubs. De plus, le partenariat public ne soutient qu'un seul. Il y a donc un recentrage important sur le seul sponsoring dont la part explose, passant de 48 % à 85 % (+33 K€).

Au palmarès, Rennes avec 320 K€ fédère le plus de ressources privées... qui représentent également la proportion la plus importante dans les budgets de LBM (27 %). A l'autre extrémité, pour Nice et le Plessis-Robinson, les partenariats ne représentent que 3% du budget.



5. Les charges **d'exploitation** enfin maîtrisées ?

Ligue B Masculine (7 clubs*)	Total		Moyenne 15/16	Moyenne 14/15	Moyenne 13/14*	Moyenne 12/13	Moyenne 11/12
DETAIL DES CHARGES							
Charges de personnel	3 762 533	68%	537 505	476 228	463 744	441 654	453 213
Déplacements	343 456	6%	49 065	55 221	60 045	64 908	58 781
Autres charges	1 343 744	24%	191 963	177 800	179 083	166 028	165 198
TOTAL CHARGES	5 439 735	99%	777 105	709 392	702 872	672 590	677 192

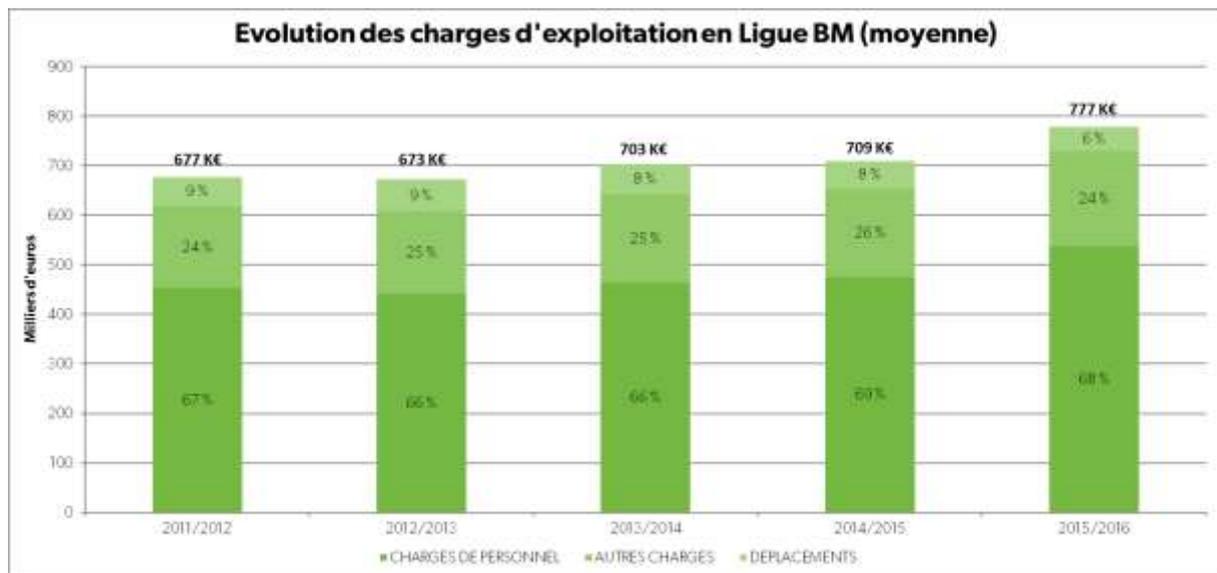
*Le club d'Asnières n'a pas communiqué son bilan définitif à la suite de sa rétrogradation administrative

Certes les charges sont en nette augmentation (+68 K€ soit + 9,5 %), mais mises en corrélation avec les produits (+101 K€ soit +14,6 %), il ressort que, pour la première fois depuis plus de cinq ans, les clubs « rescapés » en LBM sont parvenus à maîtriser leur budget de charges et à extraire un résultat courant positif (+12 K€).

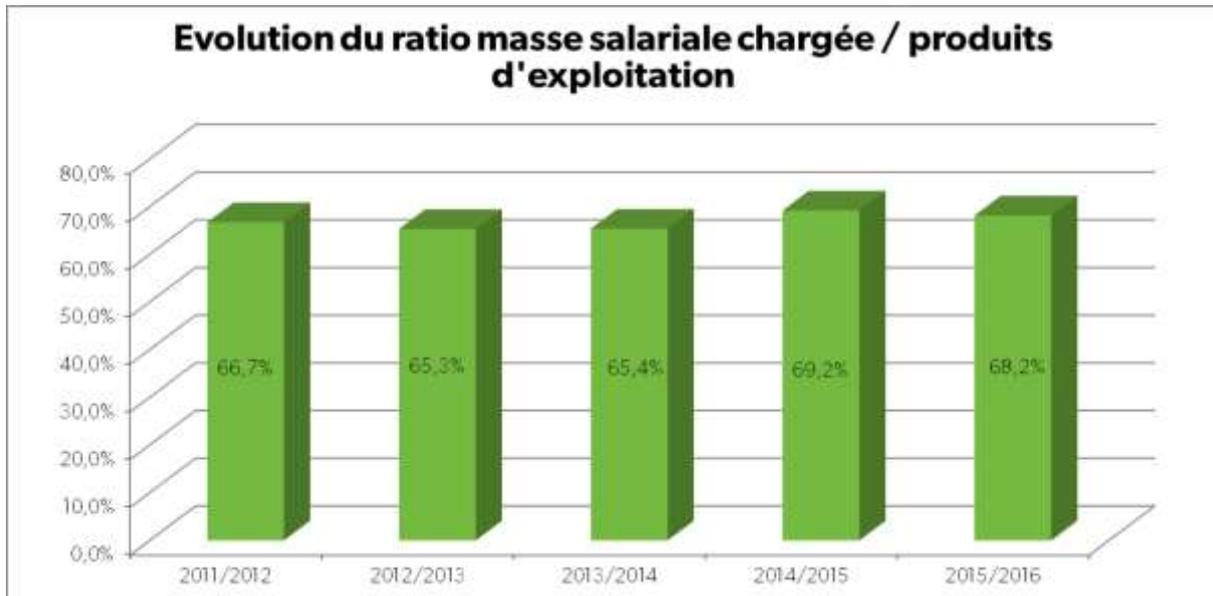
Les « autres charges » (entendons les coûts de structure) connaissent une légère inflation de 8%. Aussi, si en proportion, les charges de personnel représentent toujours la grande majorité des charges d'exploitation (67%), les autres charges atteignent désormais 24 % et pèsent significativement dans les coûts des clubs de Ligue BM.

Forcément, quand on limite l'analyse (contraint et forcé !) aux « bons élèves », il peut exister des anachronismes, voire des surprises : Ainsi, les grands équilibres de la LBM s'apprécient dans un contexte de forte inflation de la masse salariale (+ 12 %), ce qui avouons-le, est une première ; Inflation principalement due à...l'envolée des salaires hors sportifs (Nice, St Quentin, Tourcoing, voire Rennes, faisant preuve d'un investissement significatif en la matière) !!

Il faudra s'en souvenir, car il est fort probable que ces constats ne réapparaîtront pas de sitôt.



6. Evolution des salaires des joueurs de Ligue BM (contrats supérieurs à 100 h/mois)

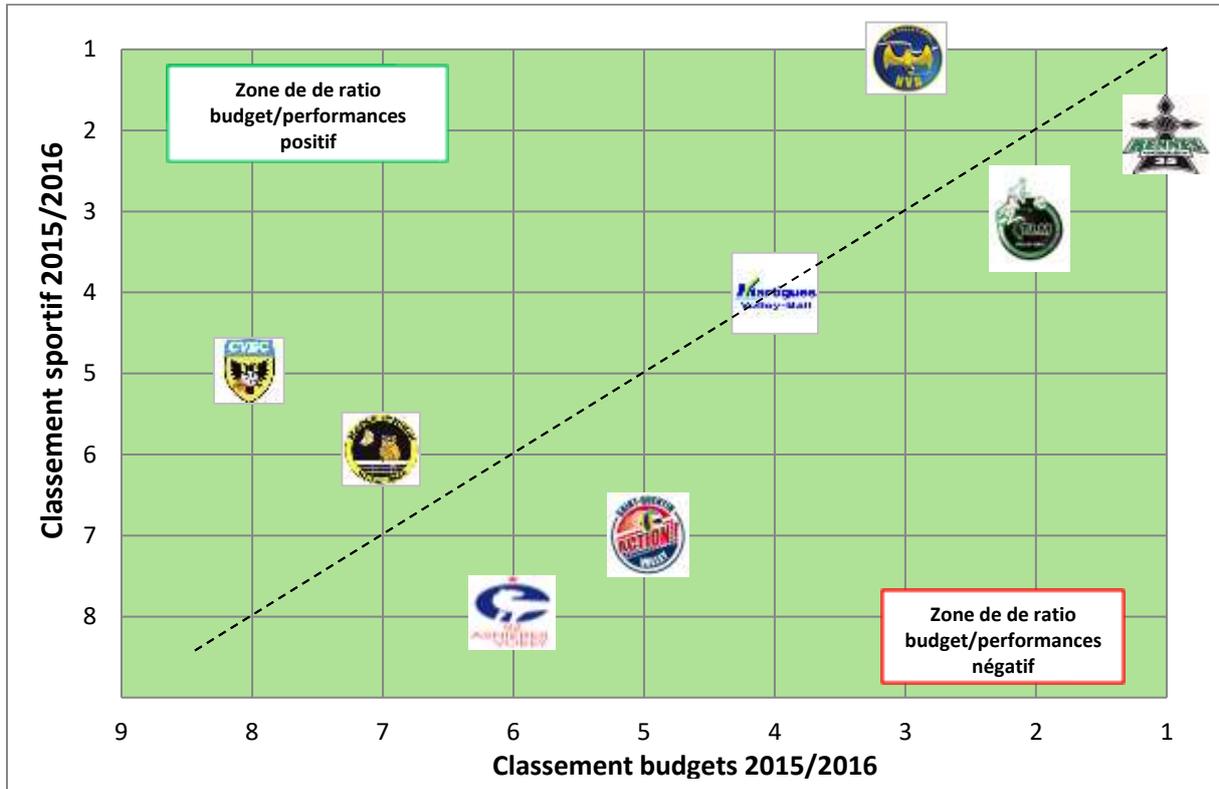


Le ratio « masse salariale chargée / produits » représente 68,2 %. Il diminue par rapport à la saison passée, mais reste toujours très élevé en comparaison des taux que l'on avait pu constater sur les saisons antérieures.

7. Comparaison entre le classement sportif des clubs de Ligue BM et leur budget

La Ligue BM s'avère logiquement être un championnat ouvert et indécis (le « brassage » se faisant par le haut et par le bas). Par conséquent, le budget des clubs ne dicte pas spécialement le classement sportif.

Ainsi deux clubs ont obtenu un classement supérieur à ce que pouvait laisser espérer leur budget, tandis que trois clubs ont obtenu un classement bien inférieur à ce que leur budget pouvait laisser entrevoir.



BUDGETS DETAILES DES CLUBS DE LAM

Ligue A Masculine (14 clubs)	Ajaccio		AS Cannes		Beauvais		Cheumont		Lyon		Montpellier		Nancy	
DETAIL DES PRODUITS (Reel 15/16)	Montant	% total produits	Montant	% total produits										
Recettes spectateurs	80 570	5%	15 486	1%	38 819	3%	48 300	4%	35 115	3%	11 674	1%	6 980	1%
Subventions	633 473	38%	1 267 133	83%	735 500	66%	750 849	62%	593 764	50%	980 250	77%	6 264 420	81%
Mairie	175 000	28%	1 140 641	90%	420 000	57%	262 190	35%	353 000	59%	16 500	2%	150 150	24%
Intercommunalité	0	0%	0	0%	0	0%	25 000	3%	85 000	14%	8 778 750	90%	192 870	31%
Conseil Départemental	65 000	10%	113 333	9%	225 000	31%	400 000	53%	0	0%	58 000	6%	112 000	23%
Conseil Régional	332 073	52%	0	0%	87 000	12%	55 000	7%	20 000	3%	18 250	2%	143 400	23%
Autres	61 400	10%	13 159	1%	3 500	0%	8 659	1%	135 764	23%	8 750	1%	28 000	4%
Partenariats	832 284	50%	1 975 259	13%	2 950 080	26%	3 356 633	28%	454 643	38%	224 680	18%	114 824	15%
Partenaires privés (TVA)	216 221	26%	132 269	67%	111 057	38%	266 333	79%	175 130	39%	58 001	26%	114 824	100%
Mécénat (sans TVA)	8 260	1%	17 250	9%	62 590	21%	69 300	21%	26 947	6%	38 000	17%	0	0%
Echanges marchandises ou prestations	76 803	9%	48 010	24%	58 100	20%	0	0%	52 925	12%	100 179	45%	0	0%
Partenaires publics	531 000	64%	0	0%	63 333	21%	0	0%	199 640	44%	28 500	13%	0	0%
Autres produits	105 905	6%	45 058	3%	44 348	4%	83 523	7%	108 448	9%	52 608	4%	23 641	3%
TOTAL PRODUITS	1 652 232		1 525 206		1 113 747		1 218 435		1 191 971		1 269 212		7 71 865	
DETAIL DES CHARGES	Montant	% total produits	Montant	% total produits										
Charges de personnel	1 441 238	87%	874 384	57%	918 982	83%	817 299	67%	672 095	56%	783 034	62%	434 697	56%
Salaires collectif professionnel	623 316	43%	350 438	40%	256 639	28%	432 919	53%	235 944	35%	369 578	47%	210 994	49%
Salaires autres contrats de travail	65 675	5%	137 747	16%	184 091	20%	79 791	10%	176 630	26%	66 583	9%	29 593	7%
Cotisations	340 111	24%	164 290	19%	180 398	20%	201 040	25%	115 410	17%	166 977	21%	69 821	16%
Autres charges directes	112 136	8%	221 909	25%	3 108	0%	103 548	13%	144 111	21%	179 896	23%	124 289	29%
Agents	25 099	22%	16 870	8%	31 580	101%	21 530	21%	4 400	3%	11 510	6%	0	0%
Frais de transfert & Indemn. Formation	23 817	21%	38 177	17%	13 839	445%	36 925	36%	46 555	1058%	21 094	12%	24 033	19%
Remboursements kilométriques	28 535	25%	57 510	26%	22 667	729%	27 600	27%	14 000	10%	47 804	27%	39 800	32%
Frais de déménagement, blanchissage, repas, vac kiné méc	9 451	8%	27 250	12%	4 270	137%	0	0%	0	0%	31 731	18%	0	0%
Déplacements	176 590	11%	142 914	9%	51 565	5%	82 000	7%	109 966	9%	119 427	9%	144 264	19%
Autres charges	343 003	21%	478 341	31%	285 624	26%	222 202	18%	393 215	33%	348 531	27%	148 025	19%
Services extérieurs (comptes 61)	50 873	15%	71 045	15%	107 635	38%	8 329	4%	36 788	9%	63 063	18%	18 906	13%
Autres services extérieurs (comptes 62)	200 273	58%	329 074	69%	140 832	49%	127 828	58%	245 251	62%	214 574	62%	72 596	49%
Impôts et taxes (dont Taxes sur les salaires)	38 772	11%	28 794	6%	19 585	7%	25 327	11%	5 557	1%	8 788	3%	7 818	5%
TOTAL CHARGES	1 660 831	101%	1 495 639	98%	1 256 171	113%	1 121 501	92%	1 175 277	99%	1 250 992	99%	7 26 985	94%
RESULTAT COURANT	-8 599	-1%	29 568	2%	-142 423	-13%	96 934	8%	16 694	1%	18 220	1%	44 880	6%
Produits exceptionnels	722		2 267		1 062		134		7 220		3 214		25 138	
Charges exceptionnelles	19 610		8 125		322		4 107		1 791		14 169		7 725	
Impôt sociétés (IS)	0		0		0		0		0		0		0	
RESULTAT NET	-27 487	-2%	23 709	2%	-141 684	-13%	92 960	8%	22 123	2%	7 265	1%	62 293	8%
Fonds Associatif N-1	141 495		-132 163		-174 029		102 136		1 679		8 249		48 803	
Résultat exercice	-27 487		23 709		-141 684		92 960		22 123		7 265		62 293	
Situation nette	114 007	7%	-108 454	-7%	-315 714	-28%	195 097	16%	23 802	2%	15 514	1%	111 096	14%
Dettes échues et non réglées	0		0		0		0		0		0		0	

Ligue A Masculine (14 clubs)	Nantes Rezé		Narbonne		Paris Volley		Poitiers		Sète		Toulouse		Tours	
DETAIL DES PRODUITS (Reel 15/16)	Montant	% total produits												
Recettes spectateurs	31 577	3%	123 948	12%	36 611	3%	108 943	8%	35 101	3%	16 147	1%	234 357	9%
Subventions	752 500	72%	506 706	49%	1 110 053	77%	664 000	52%	799 360	57%	772 870	62%	1 060 513	41%
Mairie	559 500	74%	439 701	87%	1 044 600	94%	440 500	66%	531 310	66%	651 500	84%	415 625	39%
Intercommunalité	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	140 000	18%	0	0%	235 000	22%
Conseil Régional	103 000	14%	22 643	4%	0	0%	15 000	23%	76 200	10%	52 370	7%	195 000	18%
Conseil Départemental	90 000	12%	44 362	9%	10 000	1%	65 000	10%	51 250	6%	71 000	9%	137 700	13%
Autres	0	0%	0	0%	55 453	5%	8 500	1%	600	0%	2 000	0%	77 188	7%
Partenariats	257 191	24%	355 904	35%	157 865	11%	422 552	33%	472 435	34%	356 987	29%	1 194 307	46%
Partenaires privés (TVA)	108 708	42%	123 238	35%	150 000	95%	205 883	49%	378 995	80%	181 847	51%	671 076	56%
Mécénat (sans TVA)	0	0%	224 680	63%	0	0%	182 677	43%	52 520	11%	0	0%	260 590	22%
Echanges marchandises ou prestations	62 650	24%	0	0%	7 865	5%	33 992	8%	40 920	9%	175 140	49%	138 067	12%
Partenaires publics	85 833	33%	7 896	2%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	124 583	10%
Autres produits	10 219	1%	37 885	4%	140 011	10%	92 685	7%	87 131	6%	356 987	29%	88 954	3%
TOTAL PRODUITS	1 051 487		1 024 444		1 444 541		1 288 180		1 394 027		1 236 762		2 578 131	
DETAIL DES CHARGES	Montant	% total produits												
Charges de personnel	752 076	72%	762 337	74%	670 246	46%	896 813	70%	841 213	60%	621 055	50%	1 192 231	46%
Salaires collectif professionnel	378 609	50%	292 061	38%	246 688	37%	508 372	57%	406 767	48%	308 482	50%	517 967	43%
Salaires autres contrats de travail	39 347	5%	166 141	22%	103 050	15%	47 380	5%	135 754	16%	72 407	12%	162 707	14%
Cotisations	143 348	19%	153 873	20%	131 151	20%	261 357	29%	215 936	26%	110 691	18%	269 914	23%
Autres charges directes	190 771	25%	150 262	20%	189 358	28%	79 703	9%	82 755	10%	129 475	21%	241 643	20%
Agents	0	0%	19 295	13%	10 010	5%	3 340	4%	6 340	8%	6 480	5%	3 850	2%
Frais de transfert & Indemn. Formation	35 447	19%	21 570	14%	103 372	55%	34 915	44%	13 514	16%	8 930	7%	49 514	20%
Remboursements kilométriques	26 173	14%	14 328	10%	0	0%	19 631	25%	4 225	5%	15 166	12%	65 379	27%
Frais de déménagement, blanchissage, repas, vac kiné méc	19 050	10%	12 800	9%	0	0%	0	0%	0	0%	40 569	31%	47 955	20%
Déplacements	48 383	5%	53 591	5%	242 027	17%	45 633	4%	211 913	15%	104 949	8%	166 550	6%
Autres charges	253 076	24%	289 087	28%	599 827	42%	322 950	25%	331 826	24%	507 185	41%	1 065 045	41%
Services extérieurs (comptes 61)	33 450	13%	51 936	18%	140 165	23%	13 615	4%	27 849	8%	78 182	15%	122 990	12%
Autres services extérieurs (comptes 62)	165 364	65%	127 739	44%	257 399	43%	202 334	63%	199 430	60%	347 224	68%	756 707	71%
Impôts et taxes (dont Taxes sur les salaires)	6 892	3%	18 567	6%	-12 445	-2%	61 775	19%	16 020	5%	5 074	1%	52 529	5%
TOTAL CHARGES	1 053 535	100%	1 105 015	108%	1 512 260	105%	1 265 397	98%	1 384 952	99%	1 233 189	100%	2 423 827	94%
RESULTAT COURANT	-2 048	0%	-80 572	-8%	-67 720	-5%	22 783	2%	9 075	1%	3 573	0%	154 304	6%
Produits exceptionnels	2 395		10 923		0		18 502		0		0		24 629	
Charges exceptionnelles	2 749		4 598		0		38 631		8 041		1 607		98 444	
Impôt sociétés (IS)	0		0		0		0		360		0		0	
RESULTAT NET	-2 402	0%	-74 247	-7%	-67 720	-5%								

BUDGETS DETAILES DES CLUBS DE LAF

Ligue A Féminine (12 clubs)	Béziers		RC Cannes		Chamalieres		Istres		Le Cannet		Mulhouse	
DETAIL DES PRODUITS	Montant	% total produits	Montant	% total produits	Montant	% total produits	Montant	% total produits	Montant	% total produits	Montant	% total produits
Recettes spectateurs	21676	3%	10434	0%	13456	2%	3688	0%	6006	1%	29059	3%
Subventions	469060	54%	1045000	47%	509500	72%	759236	74%	757500	71%	642624	62%
Mairie	375300	80%	930000	89%	152500	30%	590086	78%	642500	85%	377000	59%
Intercommunalite	0	0%	0	0%	150000	29%	0	0%	0	0%	0	0%
Conseil Départemental	58000	12%	100000	10%	45000	9%	102000	13%	100000	13%	80000	12%
Conseil Régional	34000	7%	15000	1%	144000	28%	63500	8%	15000	2%	185000	29%
Autres	1760	0%	0	0%	18000	4%	3650	0%	0	0%	624	0%
Partenariats	352781	41%	1115449	50%	111450	16%	32044	3%	209217	20%	315001	31%
Partenaires privés (TVA)	280781	80%	1080474	97%	63950	57%	17550	55%	61045	29%	158742	50%
Mécénat (sans TVA)	72000	20%	0	0%	14200	13%	13340	42%	105054	50%	4200	1%
Echanges marchandises	0	0%	34975	3%	33300	30%	1154	4%	34784	17%	84060	27%
Partenaires publics	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	8333	4%	68000	22%
Autres produits	20189	2%	69335	3%	77238	11%	236416	23%	90150	8%	43377	4%
TOTAL PRODUITS	863706		2240218		711644		1031384		1062874		1030061	
DETAIL DES CHARGES	Montant	% total produits										
Charges de personnel	480610	56%	1488992	66%	400936	56%	581996	56%	724130	68%	758890	74%
Salaires collectifs professionnel	178120	37%	717013	48%	213309	53%	230143	40%	233600	32%	321628	42%
Salaires autres contrats de travail	87180	18%	89158	6%	46262	12%	127537	22%	82987	11%	75283	10%
Cotisations	108352	23%	383044	26%	95952	24%	115160	20%	123700	17%	166598	22%
Autres charges directes	106958	22%	299777	20%	45413	11%	109155	19%	283843	39%	195381	26%
Agents	14082	13%	46850	16%	0	0%	0	0%	0	0%	15033	8%
Frais de transfert & Indemn. Formation	0	0%	237804	79%	0	0%	3400	3%	159201	56%	47357	24%
Remboursements kilométriques	29000	27%	0	0%	0	0%	19798	18%	19315	7%	6808	3%
Frais de déménagement, blanchissage, repas, vac kiné méd	0	0%	3500	1%	0	0%	48719	45%	56535	20%	42869	22%
Déplacements	92609	11%	187255	8%	17615	2%	144733	14%	219504	21%	91544	9%
Autres charges	248592	29%	544787	24%	236758	33%	256236	25%	397486	37%	210407	20%
Services extérieurs (comptes 61)	28904	12%	66680	12%	20927	9%	42297	17%	91499	23%	9874	5%
Autres services extérieurs (comptes 62)	183202	74%	267725	49%	94320	40%	62208	24%	114722	29%	101058	48%
Impôts et taxes (dont Taxes sur les salaires)	7700	3%	118743	22%	7659	3%	12166	5%	8640	2%	10519	5%
TOTAL CHARGES	821811	95%	2221034	99%	655309	92%	982965	95%	1341120	126%	1060841	103%
RESULTAT COURANT	41895	5%	19184	1%	56335	8%	48418	5%	-278246	-26%	-30780	-3%
Produits exceptionnels	5314		14531		2626		11808		7601		7088	
Charges exceptionnelles	10809		31353		142148		22001		2730		3689	
Impôt sociétés (IS)	0		557		0		0		0		0	
RESULTAT NET	36319	4%	1805	0%	-82987	-12%	38225	4%	-273376	-26%	-27381	-3%
Fonds Associatif N-1	8371		21225		-29833		-33388		37620		38973	
Résultat exercice	36319		1805		-82987		38225		-273376		-27381	
Situation nette	44690	5%	23030	1%	-112820	-16%	4837	0%	-235756	-22%	11592	1%
Dettes échues et non réglées	0		0		0		0		0		0	

Ligue A Féminine (12 clubs)	Nantes		Stade Français		Saint Raphael		Terville Florange		Vandoeuvre		Venelles	
DETAIL DES PRODUITS	Montant	% total produits	Montant	% total produits	Montant	% total produits	Montant	% total produits	Montant	% total produits	Montant	% total produits
Recettes spectateurs	32998	3%	8097	1%	6543	1%	5207	1%	3920	1%	15198	2%
Subventions	662808	58%	468841	76%	522000	74%	448695	72%	427136	68%	567620	58%
Mairie	453708	68%	332095	71%	100000	19%	116950	26%	112850	26%	51500	9%
Intercommunalite	0	0%	0	0%	300000	57%	95000	21%	100000	23%	415200	73%
Conseil Départemental	97000	15%	81300	17%	120000	23%	120000	27%	90000	21%	67300	12%
Conseil Régional	100000	15%	10000	2%	0	0%	112000	25%	110000	26%	15120	3%
Autres	12100	2%	45446	10%	2000	0%	4745	1%	14286	3%	18500	3%
Partenariats	321204	28%	140140	23%	150840	21%	76772	12%	126538	20%	326718	34%
Partenaires privés (TVA)	120371	37%	109167	78%	125840	83%	0	0%	81178	64%	147618	45%
Mécénat (sans TVA)	89000	28%	15323	11%	25000	17%	40800	53%	37610	30%	179100	55%
Echanges marchandises	0	0%	15650	11%	0	0%	14522	19%	0	0%	0	0%
Partenaires publics	111833	35%	0	0%	0	0%	21450	28%	7750	6%	0	0%
Autres produits	134744	12%	0	0%	24710	4%	89630	14%	66347	11%	61967	6%
TOTAL PRODUITS	1151755		617069		704093		620303		623941		971504	
DETAIL DES CHARGES	Montant	% total produits	Montant	% total produits	Montant	% total produits	Montant	% total produits	Montant	% total produits	Montant	% total produits
Charges de personnel	708118	61%	534807	87%	504867	72%	390103	63%	465160	75%	740452	76%
Salaires collectifs professionnel	327839	46%	231547	43%	203571	40%	189294	49%	193514	42%	293982	40%
Salaires autres contrats de travail	114762	16%	0	0%	49484	10%	72128	18%	83574	18%	71321	10%
Cotisations	145788	21%	94679	18%	75034	15%	68494	18%	65358	14%	128857	17%
Autres charges directes	119730	17%	208581	39%	176778	35%	60187	15%	122714	26%	246292	33%
Agents	18410	15%	11300	5%	9000	5%	4301	7%	960	1%	20000	8%
Frais de transfert & Indemn. Formation	36528	198%	37945	18%	39720	22%	28178	47%	34990	29%	39506	16%
Remboursements kilométriques	0	0%	51830	25%	37137	21%	17600	29%	17661	14%	7940	3%
Frais de déménagement, blanchissage, repas, vac kiné méd	0	0%	6478	3%	21675	12%	0	0%	9713	8%	61010	25%
Déplacements	139697	12%	98280	16%	65126	9%	53221	9%	50480	8%	47899	5%
Autres charges	285143	25%	138555	22%	114973	16%	164032	26%	96928	16%	195653	20%
Services extérieurs (comptes 61)	16849	6%	25491	18%	9400	8%	19863	12%	2608	3%	26580	14%
Autres services extérieurs (comptes 62)	203988	72%	63356	46%	74735	65%	84541	52%	83067	86%	128757	66%
Impôts et taxes (dont Taxes sur les salaires)	17675	6%	12403	9%	0	0%	8059	5%	4575	5%	14137	7%
TOTAL CHARGES	1132959	98%	769643	125%	684966	97%	607357	98%	612567	98%	984004	101%
RESULTAT COURANT	18795	2%	-152573	-25%	19127	3%	12945	2%	11372	2%	-12500	-1%
Produits exceptionnels	6000		212588		0		45		742		23001	
Charges exceptionnelles	1047		3090		144		2444		17402		7587	
Impôt sociétés (IS)	0		0		0		0		0		0	
RESULTAT NET	23748	2%	29106	5%	18983	3%	10547	2%	-5287	-1%	2914	0%
Fonds Associatif N-1	3734		-84494		24203		-10390		19312		59185	
Résultat exercice	23748		29106		18983		10547		-5287		2914	
Situation nette	27482	2%	-55388	-9%	43186	6%	157	0%	14025	2%	62099	6%
Dettes échues et non réglées	0		0		0		0		0		0	

BUDGETS DETAILES DES CLUBS DE LBM

Ligue B Masculine (7 clubs*)	Asnières		Cambrai		Martiques		Nice	
DETAIL DES PRODUITS (Réel 15/16)	Montant	% total produits	Montant	% total produits	Montant	% total produits	Montant	% total produits
Recettes spectateurs		#DIV/0!	7 958	2%	1 084	0%	2 596	0%
Subventions		#DIV/0!	361 500	79%	674 000	91%	716 900	87%
Mairie		#DIV/0!	1 500	0%	629 000	93%	600 000	84%
Intercommunalité		#DIV/0!	270 000	75%	0	0%	0	0%
Conseil Départemental		#DIV/0!	0	0%	45 000	7%	85 000	12%
Conseil Régional		#DIV/0!	90 000	25%	0	0%	30 000	4%
Autres		#DIV/0!	0	0%	0	0%	1 900	0%
Partenariats		#DIV/0!	67 680	15%	40 317	5%	23 643	3%
Partenaires privés (TVA)		#DIV/0!	0	0%	37 000	92%	23 643	100%
Mécénat (sans TVA)		#DIV/0!	67 680	100%	0	0%	0	0%
Echanges marchandises ou prestations		#DIV/0!	0	0%	3 317	8%	0	0%
Partenaires publics		#DIV/0!	0	0%	0	0%	0	0%
Autres produits		#DIV/0!	21 887	5%	26 100	4%	82 319	10%
TOTAL PRODUITS			459 025		741 501		825 458	
DETAIL DES CHARGES	Montant	% total produits	Montant	% total produits	Montant	% total produits	Montant	% total produits
Charges de personnel		#DIV/0!	281 439	61%	564 824	76%	602 185	73%
Salaires collectif professionnel		#DIV/0!	169 917	60%	312 036	55%	238 920	40%
Salaires autres contrats de travail		#DIV/0!	0	0%	37 724	7%	80 056	13%
Cotisations		#DIV/0!	45 117	16%	158 576	28%	120 586	20%
Autres charges directes		#DIV/0!	66 405	24%	56 488	10%	162 623	27%
Agents		#DIV/0!	3 500	5%	6 026	11%	6 804	4%
Frais de transfert & Indemn. Formation		#DIV/0!	34 130	51%	10 625	19%	11 250	7%
Remboursements kilométriques		#DIV/0!	14 855	22%	0	0%	46 260	28%
Frais de déménagement, blanchissage, repas, vac kiné médecins		#DIV/0!	14 853	22%	0	0%	22 900	14%
Déplacements		#DIV/0!	66 252	14%	48 818	7%	82 562	10%
Autres charges		#DIV/0!	73 186	16%	145 581	20%	131 852	16%
Services extérieurs		#DIV/0!	2 774	4%	13 623	9%	12 477	9%
Autres services extérieurs		#DIV/0!	47 771	65%	90 000	62%	97 800	74%
Impôts et taxes (dont Taxes sur les salaires)		#DIV/0!	2 627	4%	11 567	8%	4 076	3%
TOTAL CHARGES		#DIV/0!	420 877	92%	759 223	102%	816 599	99%
RESULTAT COURANT		#DIV/0!	38 147	8%	-17 722	-2%	8 859	1%
Produits exceptionnels			0		0		0	
Charges exceptionnelles			2 200		0		0	
Impôt sociétés (IS)			0		0		0	
RESULTAT NET		#DIV/0!	35 947	8%	-17 722	-2%	8 859	1%
Fonds Associatif N-1			-19 036		38 704		-12 503	
Résultat exercice			35 947		-17 722		8 859	
Situation nette		#DIV/0!	16 911	4%	20 982	3%	-3 644	0%
Dettes échues et non réglées			0		0		0	
Ligue B Masculine (7 clubs*)	Plessis-Robinson		Rennes		Saint-Quentin		Tourcoing	
DETAIL DES PRODUITS (Réel 15/16)	Montant	% total produits	Montant	% total produits	Montant	% total produits	Montant	% total produits
Recettes spectateurs	770	0%	49 981	4%	2 251	0%	8 162	1%
Subventions	429 967	85%	757 978	64%	580 948	85%	880 000	78%
Mairie	350 000	81%	529 378	70%	348 800	60%	420 000	48%
Intercommunalité	0	0%	125 200	17%	0	0%	350 000	40%
Conseil Général	68 967	16%	51 400	7%	145 500	25%	0	0%
Conseil Régional	10 000	2%	52 000	7%	72 148	12%	110 000	13%
Autres	1 000	0%	0	0%	14 500	2%	0	0%
Partenariats	15 035	3%	319 800	27%	39 219	6%	212 800	19%
Partenaires privés (TVA)	9 735	65%	319 800	100%	39 219	100%	179 900	85%
Mécénat (sans TVA)	5 300	35%	0	0%	0	0%	0	0%
Echanges marchandises ou prestations	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
Partenaires publics	0	0%	0	0%	0	0%	32 900	15%
Autres produits	58 124	12%	48 469	4%	59 413	9%	32 028	3%
TOTAL PRODUITS	503 896		1 176 228		681 831		1 132 990	
DETAIL DES CHARGES	Montant	% total produits	Montant	% total produits	Montant	% total produits	Montant	% total produits
Charges de personnel	384 141	76%	672 970	57%	448 245	66%	808 729	71%
Salaires collectif professionnel	170 893	44%	292 778	44%	211 614	47%	392 515	49%
Salaires autres contrats de travail	28 542	7%	60 444	9%	108 636	24%	105 334	13%
Cotisations	53 966	14%	147 946	22%	96 075	21%	213 582	26%
Autres charges directes	130 740	34%	171 802	26%	31 919	7%	97 298	12%
Agents	1 400	1%	15 420	9%	0	0%	8 050	8%
Frais de transfert & Indemn. Formation	0	0%	36 000	21%	15 488	49%	17 415	18%
Remboursements kilométriques	9 439	7%	39 400	23%	0	0%	1 300	1%
Frais de déménagement, blanchissage, repas, vac kiné médecins	3 000	2%	33 030	19%	0	0%	15 600	16%
Déplacements	25 358	5%	51 496	4%	32 761	5%	36 209	3%
Autres charges	96 250	19%	395 946	34%	197 574	29%	303 355	27%
Services extérieurs	19 959	21%	189 922	48%	45 048	23%	55 792	18%
Autres services extérieurs	57 274	60%	17 499	4%	95 755	48%	171 849	57%
Impôts et taxes (dont Taxes sur les salaires)	3 487	4%	65 218	16%	12 383	6%	44 610	15%
TOTAL CHARGES	505 749	100%	1 110 414	94%	678 580	100%	1 148 293	101%
RESULTAT COURANT	-1 853	0%	65 814	6%	3 251	0%	-15 303	-1%
Produits exceptionnels	2 141		113 850		0		21 558	
Charges exceptionnelles	610		108 099		2 000		1 750	
Impôt sociétés (IS)	0		0		0		0	
RESULTAT NET	-322	0%	71 565	6%	1 251	0%	4 514	0%
Fonds Associatif N-1	16 071		-52 236		55 090		143 357	
Résultat exercice	-322		71 565		1 251		4 514	
Situation nette	15 749	3%	19 329	2%	56 541	8%	147 871	13%
Dettes échues et non réglées	0		0		0		0	